ISSN · 0151-5772

La monarchie républicaine avant 1789 ▶ Pages 12 et 13.

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 14 OCTOBRE 2026 - N° 1330 – 56e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE — DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Byzance en France

Nous avons appris à l'école qu'alors que les Ottomans étaient en train de les conquérir, les Byzantins s'interrogeaient sur le sexe des anges. Nous pensions comme Obélix : ils sont fous, ces Byzantins ! Ce n'est pas chez nous que des choses pareilles pourraient se produire.

Eh bien si, et nous avons inventé la version moderne de cette histoire. Comme plus grand monde ne croit aux anges et que la sexualité en général n'est plus un sujet majeur, il fallait trouver autre chose. Grâce à Mediapart, nous y sommes arrivés, et nous voilà inondés d'informations sur les positions d'un ado de 17 ans devenu homme politique : figurez-vous qu'à cet âge, Jordan Bardella était antisémite ! Si ! On pourra le prouver, etc. Cette information essentielle est reprise *ad nauseam* par les médias qui demandent, aux uns, de fournir des preuves et, aux autres, de démentir. Aux dernières nouvelles, le débat en est à *« C'est même pas vrai, menteur toi-même, c'est çui qui dit qui l'est »*, et autres joyeusetés dignes de la maternelle !

S'il est avéré, le racisme d'un homme politique est inacceptable ; mais en pleine crise lycéenne, prémices d'autres crises plus brutales liées au coût de la vie, à la guerre en Ukraine, au nombre de professions en déshérence à cause de l'IA, aux tribulations du détroit d'Ormuz, au réchauffement climatique, à l'inflation généralisée, savoir s'il l'était dans sa jeunesse n'est peut-être pas la question la plus urgente.

Nous ne savons toujours pas si les anges ont un sexe ou si Jordan était raciste à 17 ans. Mais si les élites politiques et les médias en sont à ce niveau quand les nuages s'accumulent sur notre pays, c'est qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de France.



PHOTO NAR.

La colère lycéenne met au jour une crise sociale bien plus vaste. Les errements du pouvoir menacent désormais de la rendre explosive.

Feux et heurts, dont se délectent les médias, éclipsent les raisons de la mobilisation. S'impose alors un récit trompeur : celui d'une jeunesse manipulée par La France insoumise, puis entraînée dans le chaos. Certes, des groupes violents débordent les lycéens tandis que le maintien de l'ordre se révèle tantôt maîtrisé, tantôt hasardeux. Mais le réel est plus inquiétant. La colère des jeunes rejoint celle des policiers, des pompiers, des fonctionnaires, des enseignants et des paysans… Face à cette convergence, le gouvernement recule dans la confusion et multiplie les concessions sans répondre au malaise. Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon auraient tort de croire leur heure venue : l'ordre promis par la première conduirait au désordre, les outrances du second l'empêcheront d'élargir sa base électorale. **L'article de B. La Richardais en pages 2 et 3.**

Sarah Knafo l'illusionniste

Elle promet 130 milliards d'économies. À l'examen, il ne reste guère que des coupes sociales.

Comptes et mécomptes dans un programme d'économies en trompe-l'œil. Là où le gouvernement s'échine à trouver 30 milliards, l'égérie de Reconquête ! en fait surgir 130 milliards d'un coup de baguette comptable. Mais ce chiffre choc repose sur des évaluations gonflées, des confusions économiques et des mesures impraticables. Une fois retranchées les économies fictives, seuls entre 15 et 25 milliards resteraient réalisables, au prix d'une désorganisation des services publics. Sarah Knafo feint d'ignorer l'essentiel : ses économies supposeraient de sabrer dans l'éducation, la santé et les retraites. Un choix sciemment dissimulé. **L'article de Nicolas Maxime en pages 5 et 6.**

Dans ce numéro :

Page 3 – **Krach en vue ?**

Page 4 – **Enquête sur l'ultragauche.**

Page 6 – **La France des élus locaux a parlé.**

Page 8 – **Un modèle finno-canadien.**

Page 14 – **Nouvelles ruses de l'Histoire.**

Page 17 – **Sur un portrait de Régis Debray.**

Page 18 – **Le couple, selon Bergman et Nauzycie.**

Page 24 – **La voie gaullienne.**

© NAR.



▲ Les syndicats d'enseignants sont venus se joindre aux cortèges lycéens et étudiants et aux militants d'extrême gauche.

Chronique politique

L'esquisse d'un probable chaos

par B. La Richardais.

Le mouvement lycéen est venu s'inscrire dans une période de contestation sociale montante. Confronté à la violence de divers groupes de marginaux, il fait face à la gestion erratique de la crise par un gouvernement en fin de vie. Il n'est pas sûr que Marine Le Pen puisse profiter de cette situation explosive.

La révolte lycéenne a surpris les ministres concernés mais le lancement des manifestations s'est fait sans surprises. Les réseaux sociaux ont joué un rôle majeur dans la mobilisation mais les chaînes en continu ont largement contribué à sa mise en scène avec, comme pour les Gilets jaunes, une focalisation systématique sur les images de violence.

Comme les commentateurs ne daignent pas se mêler aux foules manifestantes, nous avons un flot de commentaires sur des images qui sont nécessairement fragmentaires et décontextualisées. D'où la production médiatique de récits fictifs. Au début du mouvement les médias de droite et d'extrême droite ont dénoncé La France insoumise comme la grande organisatrice des manifestations et appelé les parents à ramener les enfants à la maison.

Mais les parents ne forment pas un groupe social homogène et certains d'entre eux sont descendus dans la rue pour protéger les lycéens. Là encore les images ont fait foi et le discours sur l'autorité parentale s'est fait plus discret.

Quant à La France insoumise, elle était tout à fait incapable de lancer des manifestations d'une telle ampleur mais elle bénéficie aujourd'hui du crédit que lui ont accordé les médias susnommés. Lors des blocages de lycées, la violence est montée de plusieurs crans. On est passé du feu de poubelles à l'incendie de lycées et à l'agression contre des proviseurs et des professeurs. Ces actes criminels sont le fait des militants d'une ultragauche qui vit dans la haine de toute forme d'autorité et qui dévoie les mouvements sociaux depuis la mobilisation contre la loi El Khomri en 2016.

Plus on lâche du lest, plus on alimente les revendications, mais si l'on ne fait rien la colère va encore monter…

À ces groupuscules infra-politiques, s'ajoutent maintenant de jeunes délinquants qui viennent casser et frapper pour le plaisir ou pour d'obscures vengeances. Les lycéens qui manifestent sont étrangers à ces groupes, même si, dans l'excitation du moment, quelques-uns peuvent les encourager. Les manifestants sont par ailleurs confrontés à la gestion erratique du maintien de l'ordre. À Paris, le 6 octobre, cette gestion a été correcte : les forces de police étaient massées à bonne distance du cortège et les incidents ont été peu nombreux. Deux jours plus tard, la gendarmerie mobile a formé une nasse autour de la place de la Bastille et ses effectifs ont été placés au contact de la foule – pacifique à l'exception d'une poignée d'agitateurs parfaitement repérables. Tout le monde sait que le sentiment d'être cerné provoque une angoisse qui peut tourner à la panique et à des violences stimulées par la peur. Le déblocage de la place s'est fait juste à temps mais il serait hautement souhaitable que la préfecture de Police cesse de jouer avec le feu.

Une politique avisée du maintien de l'ordre est d'autant plus impérative que le mouvement des lycéens n'est pas un phénomène isolé. Le 15 septembre, les policiers ont été nombreux à manifester pour réclamer, entre autres revendications, une augmentation de leurs moyens. Le 29 septembre, les manifestations de pompiers ont été imposantes, de même que la mobilisation de la fonction publique. Faute d'images violentes, les médias s'y sont peu intéressés alors que cette journée venait souligner la montée de la tension sociale. Il n'est pas étonnant que les syndicats de l'enseignement soient venus se joindre aux manifestations lycéennes, de même que des militants de la Confédération paysanne.

Face à cette esquisse de jonction des luttes sociales, Sébastien Lecornu a cherché à gagner du temps tout en reculant

dans la confusion : ouverture d'un temps de *« démocratie interne »* dans les lycées qui n'a rencontré aucun succès, annonce de mesures coûteuses pour la fin octobre, puis découverte soudaine de trois mille postes de professeurs remplaçants destinés à combler les carences.

Pour éteindre les multiples foyers d'incendie, le gouvernement a utilisé ses stocks stratégiques de gazole pour faire baisser les prix, décrété un plan d'urgence pour les agriculteurs et une dotation de 50 millions d'euros pour les communes rurales. Plus on lâche du lest, plus on alimente les revendications, mais si l'on ne fait rien la colère va encore monter… Somme toute, il y a du chaos dans le pays mais ce n'est qu'une esquisse.

Face à cette situation politiquement dangereuse, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon auraient tort de se réjouir. Le chef de La France insoumise aura beaucoup de mal à rassembler au-delà de son électorat en raison de ses engagements et provocations. D'ailleurs, la jeunesse récuse, par son attitude dans les cortèges, le discours sur la *« Nouvelle France »* tout autant que l'ethnicisme du Rassemblement national. La candidate identitaire, qui a amorcé sa campagne en relançant l'affaire du voile, voudrait se présenter aujourd'hui comme l'incarnation du parti de l'ordre. Or son élection provoquerait de sérieux désordres dans la rue, avec prime aux émeutiers évoqués plus haut, Quant à son programme d'économies fantasmagoriques au nom de l'équilibre budgétaire, il détruit l'image de la *« candidate du pouvoir d'achat »* et entérine son ralliement au néolibéralisme pour se concilier autant que possible le patronat. Cela au moment où chacun peut mesurer les immenses dégâts provoqués par cette idéologie.

Depuis quinze ans, Marine Le Pen a largement profité du malaise social mais tous ceux qui sont tentés de l'utiliser comme instrument du dégagisme pourraient prendre garde à ceci : leur candidate est en train de trahir son électorat avant même son éventuelle accession au pouvoir.

Tel est le triste exploit qui laisserait le pays encore plus désemparé qu'il ne l'est aujourd'hui. ■

Dette américaine

Krach en vue ?

Après la bulle internet du début des années 2000 et celle des subprimes en 2008, celle de l'intelligence artificielle (IA) combinée à celle de la dette américaine nous menace de son éclatement.

Dans *Le Monde diplomatique* d'octobre (1), Frédéric Lordon, économiste et philosophe, attire notre attention sur un risque dont le caractère explosif est sans précédent à ce jour : *« On regarde les taux de défaut qui montent dans le "private credit" (la dette des entreprises et des ménages). On regarde l'extravagante pyramide financière de l'intelligence artificielle (IA) – sur la pointe – qui commence à vaciller. Et, comme si ça n'était pas suffisant, voilà qu'un autre secteur, cette fois dans la monnaie-finance internationale, se réveille et s'agite, comme pour ne pas être en reste dans le tableau passablement dantesque en train de se former d'une crise qui, décidément, vient de tous côtés : les taux d'intérêt souverains. On ne sait plus trop d'ailleurs s'il faut les ranger dans la catégorie des explosifs ou bien dans celle des détonateurs. La question n'est pas anecdotique ou vaine : elle emporte des enjeux assez cruciaux – politiques notamment. Car, lorsque les dettes souveraines déboulent au milieu d'un désastre causé en première instance par des dettes privées, c'est pour leur faire porter le chapeau. Les taux souverains remontent sourdement mais inexorablement, un peu partout, depuis le début de l'année, spécialement sur les dettes japonaise et américaine. »*

Après nous avoir minutieusement décrit chaque rouage et chaque étape de l'élaboration complexe de cette possible déflagration financière planétaire, l'auteur nous alerte : *« Le "private credit" est devenu la solution de refinancement de toute la pyramide IA. Si l'on y ajoute le maquis des opérations dites ''à effet de levier", qui parient sur des hypothèses de taux à ne surtout pas chahuter, c'est l'édifice entier des dettes privées qui est à la veille de déstabilisations majeures. M. Scott Bessent, le secrétaire au Trésor, en a parfaitement conscience. Si elle n'est pas enrayée, la montée continue des taux des US Bonds peut déclencher l'effondrement de la finance entière. »*



SOURCE : UNSPLASH. PHOTO : MAREK STUDZINS.

L'IA et la dette américaine, points de départ d'une nouvelle crise financière mondiale ?

Pour dissuader les investisseurs japonais (le Japon est le premier détenteur d'obligations émises par le Trésor américain à hauteur de 4 200 milliards de dollars) de vendre leurs titres de la dette américaine et endiguer ainsi cette montée des taux, la Réserve fédérale, coordonnée avec la Banque du Japon, doit impérativement soutenir le yen sur le marché des changes, ce qui, en soi, est banal. Ce qui l'est moins, ce sont les montants mobilisés par le Trésor américain pour racheter sa propre dette qui sont passés, en quelques semaines, de 2 à 6 milliards de dollars.

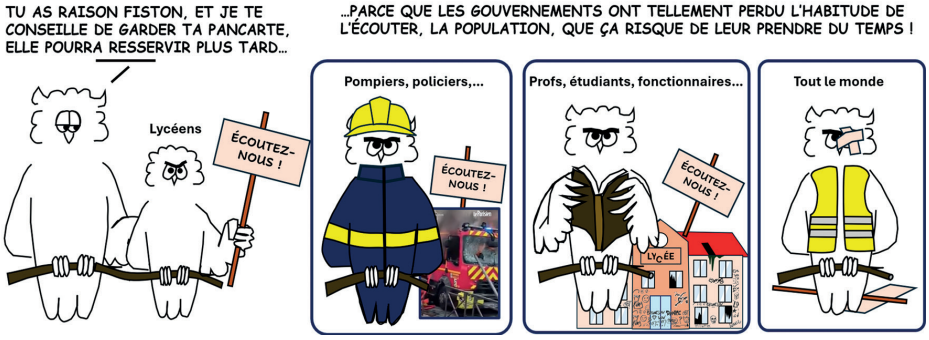
Et cela contrarie fortement la partie de casino planétaire qui se joue depuis plus de 40 ans sur les marchés financiers mondiaux. Dès la fin août 2026, *« tout ce que la finance compte de voix autorisées s'est manifesté pour sommer M. Bessent de cesser ses "bricolages"* (tinkering), *pour lui expliquer que ce sont les marchés à qui il revient de fixer les prix, en l'occurrence celui de la dette américaine, non aux gouvernements […]. Le marché revendique le monopole de la vérité des prix et n'est pas décidé à le laisser contester.* "Let the bond market speak" *(« Laissez parler le marché des obligations »), enjoint le milliardaire et investisseur Stanley Druckenmiller ».*

La défaite d'un dollar hégémonique mais souverain dans ce bras de fer contre la spéculation mondiale provoquerait immanquablement un chaos financier, économique et social. Une fois de plus… ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). https://www.monde-diplomatique.fr/2026/10/LORDON/70064

Sur le mur de Jean Chouan



Enquête sur l'ultragauche (2)

Des alters aux ultras

Crise de la globalisation, défaite de l'altermondialisme, percée de l'ultragauche : en une quinzaine d'années, les opportunités d'affirmer qu'« un autre monde est possible » ont laissé la place à une vision brutale, haineuse et manichéenne du combat pour l'émancipation.



SOURCE : OPENEDITION JOURNALS PHOTO : LUCIANO DEL CASTILLO.

▲ L'altermondialisme radical connaît un tournant après le G8 de Gênes en 2001.

Après 1989, l'extrême gauche constate que, loin d'en appeler aux tenants de la révolution idéale, les peuples adoptent le sens commun hérité, pour faire simple, de la doxa reagano-thatchérienne. Au mitan des années 1990 ou peu après, la contestation de l'ordre néolibéral émerge. Avec les victoires des travaillistes de Tony Blair et des socialistes de Lionel Jospin en 1997, l'enjeu va être de peser sur les gouvernements.

Les Sommets vont être une occasion de mobilisations inédites mais aussi de crises larvées ou explosives. Celui de Gênes, en juillet 2001, *« a été l'expression des "ouvriers sociaux", mobiles, flexibles, pauvres, intelligents, aléatoires, radicaux… »*, selon Antonio, dit « Toni » Negri, dans *Ainsi commença la chute de l'Empire* (2002), repris dans *Inventer le commun des hommes* (2010), témoignage d'un certain aveuglement sur les agisssements en cours dans le mouvement alters.

Génération Forums sociaux mondiaux. – À l'initiative de ceux-ci, on trouve des Français : Ignacio Ramonet, Bernard Cassen et leur fidèle Christophe Ventura, ainsi que toute la rédaction et le lectorat du *Monde diplomatique*. Le cas des forums et de l'altermondialisme est symptomatique d'un investissement, d'abord souterrain puis à visage découvert, des groupes autonomes et d'ultragauche qui ne partagent pas l'option des Forums sociaux et d'Attac. C'est le temps de la patiente fondation du socle qui sera celui de l'ultragauche entre *black blocs,* sabotage et volonté de « tout bloquer ».

Le but est de couper l'altermondialisme de ses relais au sein de la « social-démocratie ». Alors que, de 1999 à 2002, Harlem Désir réussit la synthèse d'être député européen PSE et promoteur de la taxe Tobin à Strasbourg, une partie des altermondialistes s'efforce de rejeter le PS des manifestations et rassemblements alter.

2004 est l'année du lancement des listes 100 % altermondialistes, qui ne voient finalement pas le jour, et des 50 ans du *Monde diplo,* démonstration de force et un des rares moments où la pensée critique peut mobiliser un parterre d'intervenants brillants venant de plusieurs continents. De l'Institut du monde arabe (IMA) à un Palais des Sports archi-plein, le *Diplo* vit probablement son apogée. Mais le temps de la fête s'achève…

Régression dans la révolution. – Au sein d'Attac, intérêts, stratégies et parfois coteries s'opposent. Attac coalise nombre d'organisations qui veillent à leurs intérêts propres, mais aussi une masse de militants qui y adhèrent directement et forment des comités locaux. Dans les couloirs de ses sièges successifs, en particulier de la rue Marceau à Montreuil, les responsables ont des enjeux propres, des parcours différents, voire quelques passifs liés à ces parcours. L'ambiance devient lourde.

Une opposition interne cible principalement Jacques Nikonoff. Il a le tort d'être un ancien membre du comité central du PCF, d'avoir été ouvrier fraiseur et d'être énarque. Vingt ans plus tard, Pierre Khalfa – surtout mû par de continuelles jalousies intellectuelles, et sempiternel saboteur d'Attac – continue d'accuser Nikonoff d'avoir eu un dessein nationaliste, accusation commode mais qui camoufle mal ses propres turpitudes.

> **L'individu se met en scène, esthétise la violence et rit de ses méfaits plus que de lui-même.**

L'annulation du Che. – Au début des années 2000, Hugo Chávez, ami d'Ignacio Ramonet et de Bernard Cassen, annonce la fin des guérillas en Amérique latine. Le pouvoir est au bout du bulletin de vote. À Caracas, la présence de ces Français déplaît à certains secteurs du chavisme, notamment à une étoile montante : Delcy Rodriguez. La crise de l'altermondialisme est concomitante de la crise des régimes progressistes latino-américains. Des pans entiers de la mémoire du socialisme révolutionnaire ou du patrimoine de la gauche radicale internationale sont gommés, oubliés, annulés.

Sur le plan symbolique, l'ultragauche continue à éloigner les jeunes générations de la solidarité avec Cuba. Le combat de la solidarité internationale, de l'internationalisme est remisé pour l'adoption d'une lutte *« pour la planète »*. « L'annulation » du Che n'est pas isolée. À la surprise des observateurs, la disparition d'un grand militant de l'extrême gauche, Éric Hazan, éditeur et intellectuel de renom, semble ne susciter aucun intérêt. La masse des militants n'a pas de reconnaissance pour le fondateur de La Fabrique Éditions. Ce n'est pas un hasard. On pourrait même dire que c'est la transcroissance de la révolution mais en flux inversé.

Stratégie de la tension. – L'ultragauche séduit parce qu'elle offre un cadre campiste, manichéen, dans lequel l'individu croit qu'il est libre et surtout plus intelligent que ses adversaires. L'individu se met en scène, esthétise la violence et rit de ses méfaits plus que de lui-même. Les défaites des gauches latino-américaines ravissent l'ultragauche qui, depuis Gênes, s'est toujours tenue à l'affût. Investir les marges des cortèges antimondialisation, semer le désordre et provoquer la réplique des forces de l'ordre, c'est œuvrer à ce qui la meut plus que tout : une stratégie de la tension partagée avec les éléments les plus autoritaristes des pouvoirs successifs.

À gauche, il se trouve toujours un « sachant » qui explique doctement ou justifie la tactique du *black bloc*. Combien de fois a-t-on pu entendre : *« Non, mais ils ne brûlent pas n'importe quoi. »* Le n'importe quoi étant surtout d'avoir laissé prospérer l'ultragauche.

Pierre Carles ou l'imam caché de l'ultragauche. – Cinéaste documentariste et enfant adulé de la galaxie Bourdieu, Pierre Carles suscite des interrogations quant à son agenda caché. Son film *Ni vieux ni traîtres* (2006), forme de réhabilitation des terroristes d'Action directe, provoqua un certain malaise. C'était à dessein.

À partir de la guerre du Liban de 2006, progressivement la haine du sioniste va supplanter le rêve d'un *« autre monde possible »*. Manipulée par les services de l'Est dans les années soixante-dix, l'alliance de l'ultragauche avec les Gardiens de la Révolution, le Hamas et autres éclipsent sa supposée solidarité avec les autogestionnaires du Rojava. À l'ultragauche, on ne lésine pas quand il s'agit de trahir. ■

GAËL BRUSTIER.



SOURCE : WIKIMÉDIA. PHOTO : SIREN-COM.

Sarah Knafo, qui a été magistrate à la Cour des comptes, a décidément du mal avec les chiffres.

Plan d'économies

Sarah Knafo l'illusionniste

par Nicolas Maxime.

Le gouvernement cherche 30 milliards : Sarah Knafo en déniche 130 ! Seulement voilà, encore une fois, elle délivre des approximations, des montants surévalués, des impossibilités juridiques ou réglementaires, ainsi que de véritables confusions économiques.

Fonction publique et effectifs. – Non-remplacement de 800 000 départs de fonctionnaires (40 milliards d'euros) : la fonction publique compte environ 2,3 millions de départs naturels sur 5 ans (1). On ne peut pas remplacer 800 000 postes uniquement dans l'administration. Pour arriver à ce chiffre, il est nécessaire de sabrer dans les effectifs de soignants, policiers ou enseignants. 40 milliards d'économies supposent un coût brut moyen par poste irréaliste car elle n'intègre pas le coût des pensions de retraite, des indemnités de départ ni du recours accru aux prestataires privés. À moins d'imaginer qu'elle assume moins d'éducation et de santé, elle devra recourir à l'externalisation, ce qui coûte encore plus cher que d'employer des fonctionnaires.

Gains de productivité de l'IA (5 Mds) : transformer la productivité de l'IA en économies exige de supprimer encore d'autres postes, doublon avec la ligne précédente. De plus, le recours massif à l'IA n'entraînera aucunement des économies substantielles de ce niveau. Cela permettrait de dégager un milliard tout au plus.

Prestations sociales. – Limitation des prestations sociales non contributives aux Français (15 à 20 Mds) : les prestations non contributives (RSA, APL, allocations familiales) versées aux résidents étrangers en situation régulière représentent une somme comprise entre 6 et 9 milliards d'euros (2). La somme avancée inclut à tort des prestations contributives. En outre, cette mesure se heurte à la Constitution française et aux traités européens qui interdisent la discrimination fondée sur la nationalité pour l'accès aux droits sociaux des résidents légaux.

> **À moins d'imaginer qu'elle assume moins d'éducation et de santé, elle devra recourir à l'externalisation, ce qui coûte encore plus cher que d'employer des fonctionnaires.**

Limitation du RSA à 3 ans (4,8 Mds) : si l'on supprime un tiers du budget du RSA (15 Mds au total) en limitant la durée à trois ans, les bénéficiaires se tourneront vers l'hôpital, l'hébergement d'urgence, les Départements ou les CCAS, ce qui annulerait l'économie envisagée.

Lutte contre la fraude sociale (2 à 3 Mds) : la fraude détectée concerne essentiellement le non-paiement des cotisations patronales. Quant à retirer le RSA aux délinquants, cette mesure n'aurait qu'un impact financier très marginal sans compter que cela bloquerait leur réinsertion.

Agences, structures et dispositifs publics. – Fin des subventions aux énergies renouvelables (8 Mds) et suppression de l'ADEME (3,4 Mds) : les aides aux EnR reposent sur des contrats d'achat à tarif garanti signés par l'État sur 15 à 20 ans. Si Sarah Knafo décide de les rompre, cela exposerait l'État à de lourdes pénalités. Quant à l'ADEME, son budget de fonctionnement propre n'est que de 150 millions d'euros (3) : les 3,4 milliards représentent des aides redistribuées aux ménages et entreprises pour la transition écologique (MaPrime Rénov', Fonds Chaleur).

Suppression de la politique de la Ville (8 Mds) et de l'ANAH (6 Mds) : le budget de la politique de la Ville est d'environ 600 à 800 millions d'euros (4). Annoncer 8 milliards revient à supprimer l'ANRU et tous les crédits d'éducation ou de sécurité des quartiers. Supprimer l'ANAH revient à priver les ménages modestes d'un soutien essentiel pour financer la rénovation de leur logement.

Suppression de France Travail (4 Mds) : le budget de fonctionnement de France Travail sert à indemniser, contrôler et accompagner les chômeurs. Le supprimer n'efface ni l'obligation d'indemniser ni le coût d'accompagnement. De plus, le transfert de ces tâches aux Départements ou à des prestataires privés engagerait des coûts équivalents ou supérieurs.

Suppression des ARS (1 Md), de l'Arcom, du CESE et de comités (1 Md) : ▸

le CESE a un budget de 34 millions d'euros (5), l'Arcom d'environ 50 millions (6). On ne peut pas prétendre économiser des milliards en supprimant de petites structures. Tout au plus, cela représente une économie d'une centaine de millions d'euros.

Relations internationales et immigration. – Suppression de l'Aide publique au développement (14 Mds) : cette somme déclarée à l'OCDE inclut des prêts (remboursables), des contributions à des organismes multilatéraux, ainsi que la prise en charge de l'accueil des réfugiés sur le sol français ou des frais de scolarité. Les crédits budgétaires nets réellement supprimables ne dépassent pas 5 à 6 milliards d'euros.

Retour au budget UE pré-Covid (14 Mds) : la contribution au budget européen dépend de traités négociés à 27. Réduire unilatéralement sa participation est juridiquement impossible sans s'exposer à des sanctions de la CJUE ou à la suspension de la PAC et des fonds FEDER.

Fin de la gratuité des études pour les étrangers (4 Mds) et de l'AME (1,3 Md) : faire payer les études aux étrangers ferait s'effondrer le nombre d'inscrits sans rapporter ces sommes. Supprimer l'AME ne ferait que déplacer les coûts vers les services d'urgence hospitaliers.

Médias et clientélisme. – Privatisation de l'audiovisuel public (4 Mds) : vendre France Télévisions et Radio France engendrerait d'immenses coûts de restructuration, de plans sociaux et de rachat de contrats.

Suppression des subventions aux associations « politisées », à la presse et aux syndicats (1,3 à 2,3 Mds) : outre le problème juridique de la définition d'une association « politisée », ces aides soutiennent le pluralisme et la démocratie sociale pour des montants réels bien plus modestes.

Lorsqu'on passe au crible le plan d'économies présenté par Sarah Knafo, le montant réel et juridiquement réalisable ne dépasserait pas 15 à 25 milliards d'euros, tout en provoquant une désorganisation majeure des services publics. En réalité, elle devrait réduire le périmètre des dépenses d'éducation, de santé et de retraites qui représentent la part la plus importante des dépenses publiques de la France. Elle se garde bien de l'évoquer dans *Le Casse du siècle* car elle n'ignore pas que c'est socialement explosif tout en étant largement impopulaire auprès des Français. ■

(1). DGAFP, Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, 2025.
(2). Institut Montaigne, chiffrages des candidats à l'élection présidentielle 2022.
(3). Voir la page officielle du budget de l'ADEME.
(4). Sénat, Projet de loi de finances 2026, Cohésion des territoires (politique de la ville).
(5). Voir la page officielle du CESE : vrai ou faux.
(6). Sénat, Rapport d'information relatif à l'Arcom (23 octobre 2025).

► **Sarah Knafo, *Le Casse du siècle,* Fayard, 2026.**

Élections sénatoriales

La France des élus locaux a parlé

Le 27 septembre, 178 des 348 sièges du Sénat ont été renouvelés. Les équilibres politiques ne sont pas chamboulés dans la haute assemblée. Ce scrutin confirme toutefois des évolutions de fond dans les territoires.

L'essentiel des infos de ce scrutin – qui passionne peu les Français – se résume en quatre phrases. Le RN et son allié UDR multiplient par cinq leur nombre d'élus et forment, pour la première fois, un groupe de quinze sénateurs. La droite, qui reste la première force du Sénat, cède un peu de terrain quand le centre gagne une poignée de sièges. LFI pousse la porte du palais du Luxembourg, tandis que la gauche, toujours divisée, ne réussit qu'à limiter les pertes. Sans surprise, Gérard Larcher (LR) est reconduit, pour un sixième mandat, à la présidence de la chambre haute (1). Voilà pour les faits. Reste que, à un peu plus de six mois du premier tour de la présidentielle, ces sénatoriales donnent la mesure de la recomposition politique, déjà perceptible aux municipales de mars.

Troisième tour des municipales. – Un peu plus de la moitié des sièges du Sénat a donc été renouvelé le 27 septembre. Dans 58 départements métropolitains, en Guyane, dans quatre collectivités d'outre-mer (Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Wallis-et-Futuna) et dans la circonscription des Français établis hors de France, 93 469 grands électeurs étaient appelés aux urnes (le vote est obligatoire, sous peine d'une amende de 100 € en l'absence de motif légitime).

Le collège électoral (2) était composé à 95,2 % de délégués des conseils municipaux élus en mars : 88 937 grands électeurs au total, dont un sur deux représentait une commune de moins de 3 500 habitants. Ce poids décisif des élus locaux explique que le Sénat soit qualifié de « chambre des territoires » et que son renouvellement soit souvent présenté comme le « troisième tour » des municipales.

Certes, une nouvelle fois, la prime aux sortants a largement joué puisque 110 des 132 sénateurs candidats à leur réélection ont conservé leur siège. Mais les sénatoriales portent aussi la trace, en sièges et en pourcentages, des bascules municipales du printemps. Trois exemples ? En Gironde et dans le Bas-Rhin, les pertes de Bordeaux et de Strasbourg aux municipales ont coûté deux sièges aux écologistes ; en Vendée, la conquête de La Roche-sur-Yon par la gauche, en mars, a entamé le score de la droite (recul de 71 % à 62 %) mais sans lui faire perdre ses trois élus au Sénat.

Le RN change d'échelle. – La percée du RN et de son allié UDR doit beaucoup au vivier des élus locaux, notamment parmi les listes sans étiquette des petites communes rurales. Avant les municipales, le parti de Jordan Bardella leur avait même proposé, à travers « une charte d'engagement », un discret soutien logistique et politique, en échange de leur parrainage à la présidentielle et de leur appui aux sénatoriales (*Royaliste* n° 1318 du 25 février 2026). Le RN n'a jamais communiqué le bilan de l'opération. N'empêche : cette stratégie d'enracinement dans le monde rural a visiblement porté ses fruits. Et créé des relais.

Le 27 septembre, ces deux partis alliés ont recueilli 11 725 voix dans les 61 circonscriptions où ils présentaient des candidats, contre 3 280 en 2020. Soit, en six ans, une progression de 3,78 % à 13,24 % des grands électeurs inscrits, selon les calculs de la chaîne Public Sénat. La poussée dépasse leur bastion méditerranéen où le RN et l'UDR remportent neuf sièges de sé- ►



SOURCE : WIKIPÉDIA. PHOTO : ROMAIN VINCENS

▲ Le Sénat (348 membres élus au suffrage universel indirect) est renouvelé par moitié tous les trois ans.

nateurs. La progression est sensible dans la majorité des départements ruraux, scrutin majoritaire compris. Ainsi, entre les précédentes élections, en 2020, et celui de 2026, l'extrême droite passe de 22 à 193 voix (sur 1 578 électeurs sénatoriaux) dans la Sarthe.

Les prochaines semaines nous diront ce qui pourrait vraiment changer (ou pas…) au palais du Luxembourg. Le groupe RN-UDR place, en particulier, la droite devant ses contradictions : certains LR refusent toute *« porosité »* avec les nouveaux venus ; d'autres récusent l'idée d'un *« cordon sanitaire »*. L'un des tout premiers tests de la chambre renouvelée sera la discussion du budget 2027. Et le couperet est tombé seulement trois jours après les sénatoriales. Le 30 septembre, devant le comité des finances locales (CFL), le gouvernement a annoncé qu'un effort de 5,4 milliards d'euros sera réclamé aux collectivités locales (Régions, Départements et communes), sous réserve des débats parlementaires. Les sénateurs doivent leur siège aux élus locaux. Ils auront maintenant à leur présenter la facture. ■

LAURENT TRÉHU.

(1). Face à trois candidats, le 1er octobre, Gérard Larcher a réuni 203 voix sur les 302 exprimées, dès le premier tour. En octobre 2023, Gérard Larcher avait été réélu avec 218 suffrages sur les 320 exprimés.

(2). Députés, sénateurs, conseillers départementaux et régionaux complètent ce collège dans les circonscriptions territoriales ; les « Français de l'étranger » relèvent, eux, d'un collège distinct.

Chronique agricole

La filière cidricole dans la tourmente

Depuis l'été, les producteurs de pommes à cidre et les cidriers subissent les conséquences de la sécheresse et des fortes chaleurs : récoltes fortement réduites, fruits abîmés ou trop petits, moindre rendement en jus, difficultés de transformation et pertes de revenus. Les difficultés touchent notamment la Normandie, la Bretagne et les Pays de la Loire, grandes régions cidricoles de France.

Dans un communiqué publié le 28 septembre, l'Union nationale interprofessionnelle cidricole (Unicid) tire la sonnette d'alarme : cette récolte 2026 restera comme *« l'une des plus mauvaises récoltes qu'ait connues la filière cidricole française »* : la récolte de pommes à cidre devrait diminuer de 50 % par rapport à 2025. *« Nous faisons face à une situation d'une gravité exceptionnelle. Pour les producteurs, cette récolte divisée par deux se traduit par une perte brutale de revenus ; pour les cidriers, par des difficultés à sécuriser leurs approvisionnements,* explique Jean-Louis Benassi, directeur de l'Unicid. *Et l'état des vergers nous inquiète déjà pour 2027. Derrière ces chiffres, ce sont plus de 4 000 emplois, des producteurs, des entreprises, souvent familiales, des vergers et des savoir-faire ancrés dans nos régions. »*



SOURCE : UNSPLASH. PHOTO : ANNIE SPRATT.

▲ La production de pommes à cidre s'effondre de moitié en France, cet automne.

Cela ne surprendra nullement ceux qui ont eu l'occasion d'arpenter les vergers ces dernières semaines. Pour les arboriculteurs de la filière, c'est une importante perte de revenus alors que les coûts d'entretien des vergers demeurent et que ceux-ci ont été affectés par le stress hydrique. Les trésoreries de nombreuses exploitations familiales sont d'ores et déjà dans la tourmente. Au-delà des agriculteurs, ce sont les producteurs de cidre et de jus de pomme, artisanaux ou industriels, qui rencontrent logiquement des difficultés d'approvisionnement en fruits. ■

JEAN BONGRAIN.

La Quinzaine en France

■ **Pauvreté. –** En 2023, l'INSEE constatait que 9,8 millions de personnes vivaient en situation de pauvreté monétaire en France métropolitaine, soit 15,4 % de la population. C'est le taux le plus élevé depuis trente ans. Dans une note publiée début octobre, l'INSEE donne de très inquiétantes précisions. Les personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian (soit 2 228 euros mensuels pour une personne vivant seule, en 2024) restent de plus en plus longtemps dans cette situation. Le nombre de ces personnes en situation de pauvreté pendant quatre années consécutives a presque doublé en l'espace de quinze ans. Ces données sont établies pour l'Hexagone. Il faudrait aussi prendre en compte les taux de pauvreté en Guyane (50, 2 %), à La Réunion (36,1 %), en Guadeloupe (34,5 %)...

■ **Alimentation. –** La sécheresse de l'été provoque une baisse de la production de pommes de terre (- 23 %), de poires et de pommes (- 20 %), de maïs (- 45 %), de betteraves (- 20 %). De fortes hausses de prix vont se produire ou sont déjà observables : le prix des tomates, des salades et des avocats a augmenté de plus de 20 % en un an. Ces hausses vont se répercuter cet hiver dans le prix des produits transformés (soupes, compotes, purées).

La forte mortalité dans les élevages entraînera une hausse du prix de la viande dans les prochains mois. L'augmentation du prix du plastique nécessaire aux emballages (+ 20 %) et du prix du transport renforcera les pressions inflationnistes.

■ **Croissance ? –** Mario Draghi a prononcé, le 1er octobre à l'École polytechnique fédérale de Zurich, un discours hautement significatif. Au terme d'une longue évocation de la politique monétaire menée par la Banque centrale européenne, son ancien président constate que l'Union européenne a perdu la maîtrise de ses taux d'intérêt et que la croissance espérée n'a pas eu lieu.

Il plaide pour des solutions européennes – dont l'union des marchés de capitaux – et pour une action des gouvernements nationaux. Il oublie que la réindustrialisation n'est pas possible en régime de libre-échange et dans un système capitaliste dominé par la logique financière.

YVES LANDÉVENNEC.





SOURCE : FACEBOOK. PHOTO : AMBASSADE DE FINLANDE AU CANADA.

▲ **Alexander Stubb et Mark Carney, ou le hockey sur glace sur le terrain de la diplomatie.**

Chronique internationale

Un modèle finno-canadien

par Yves La Marck.

Devenir le 28e État-membre de l'Union européenne pour éviter d'être absorbé comme le 51e État des États-Unis d'Amérique : l'invraisemblable sert à masquer la réalité d'une tentative néolibérale de sauver l'Occident des dérives de l'« Empire trumpien ». Au-delà des guerres commerciales, l'enjeu est la paix internationale et la sécurité des affaires.

L'hebdomadaire libéral *The Economist,* dans son numéro annuel d'anticipation *« le Monde en »* dans sa version de novembre 2025, avait déjà publié le premier texte du nouveau Premier ministre canadien, Mark Carney, investi en mars 2025, élu en avril, que l'intéressé répétera presque mot pour mot le 20 janvier 2026 au Forum économique mondial de Davos, engendrant sa légende sous un tonnerre d'applaudissements : *« L'âge de la géométrie variable ».* En France, on a retenu son appel à une coalition des *« puissances moyennes ».* On a peu fait attention à ce qu'il avait appelé le tournant de son *« orientation stratégique »,* se référant explicitement au nouveau paradigme *« inventé »* par le président finlandais, Alexander Stubb, *« le réalisme des valeurs », « ou, autrement dit, nous avons pour objectif de conjuguer principes et pragmatisme ».*

Ceux qui, à Davos, se levaient pour une *standing ovation* à l'orateur comprenaient ce qu'il était venu offrir aux privilégiés de la planète : le *« pragmatisme »,* c'est-à-dire le renoncement à défendre l'indéfendable, le statu quo, un ordre international suranné, fondé sur des règles, ou « seulement » sur des valeurs. Dans le monde d'aujourd'hui, celui des grandes puissances et celui du Sud global, cela ne suffit plus. Il y faut du « réalisme ». Mais à part les trois grands, la *realpolitik* n'est pas possible aux moyennes puissances, sauf à se liguer entre elles et avec les organisations de la société civile, au premier rang desquelles le secteur privé. Soit un mix d'internationalisme et de réalisme ; ou comme l'écrit Alexander Stubb, qui a des lettres, un mix de Fukuyama et de Huntington, de *« la fin de l'Histoire »* et du *« Choc des civilisations ».*

> ***« Slow down, go to the sauna, take a nice bath, and then find a solution. »***
>
> **Alexander Stubb.**

L'association Canada-UE. – C'est dans ce contexte que s'inscrit la démarche du rapprochement entre Ottawa et Bruxelles. La tragi-comédie qui s'est jouée au Parlement de Strasbourg les 16 et 17 janvier 2026, qui était un échec de communication, est passée pour un succès historique sur les deux rives de l'Atlantique. Ursula von der Leyen a voulu tirer la couverture à elle. En accueillant le Canada comme futur « membre associé » de l'Union européenne, non seulement elle humiliait ce pays en le réduisant à un partenariat de second rang, erreur symétrique de celle de Trump, mais elle montrait qu'elle n'avait rien compris au projet exposé par Mark Carney qui avait averti la veille et démenti le lendemain qu'il cherchait un quelconque lien institutionnel. Le principe de son modèle était précisément la flexibilité, la diversité, les coalitions *ad hoc.* Le baiser empoisonné d'Ursula von der Leyen lui valut un torrent d'imprécations au Canada conservateur, qu'il aurait voulu s'épargner. L'Union européenne, derrière la présidente de la Commission dans son ambition géopolitique, rêve d'être le pôle autour duquel les puissances moyennes ou intermédiaires viendraient s'agglutiner. Elle se trompe.

Au contraire, cette idée est de nature à faire évoluer la classique *« construction de l'Europe »* vers une déconstruction. Il y a belle lurette que *« l'Europe à géométrie variable »* a été défendue au sein des milieux européens. Le Brexit y avait mis une sourdine dans la mesure où la Commission de Bruxelles n'entendait fournir au partant aucune forme de compensation, aucune concession, qui eût encouragé d'autres à suivre le même chemin. Dix ans plus tard, le vent a tourné. La fâcheuse idée de *« membre associé »,* qui n'existe pas dans les statuts, a remobilisé les anciens partisans du *remain,* la possibilité jusqu'alors

exclue de revenir dans l'UE avec un statut sur-mesure. Il y a pire : certains membres à part entière qui préféreraient gagner plus de liberté pourraient rechercher des accommodements au cas par cas. Bref, bienvenue l'Europe à géométrie variable.

Le triangle du pouvoir. – Dans ce contexte, la Finlande joue sa partition avec élégance. Son président, élu en mars 2024, n'a jamais caché son américanisme. Alexander Stubb avait toujours été partisan de l'adhésion de son pays à l'OTAN. Le monde entier l'avait découvert à l'été 2025 à Washington dans la foulée de la rencontre Trump-Poutine d'Anchorage. Il était le seul représentant d'un petit État de l'UE aux côtés des quatre ou cinq grands. Pourquoi lui ? Parce qu'il avait défié Trump sur son terrain de golf, qu'il le comprenait, savait lui parler et en être écouté, ce qui n'est pas le cas des autres.

Gérant 1340 km de frontière commune avec la Russie, il avait aussi quelques idées sur la relation avec Poutine. Qui plus est, il a fait sa thèse à la London school of economics (LSE) sur *« l'intégration flexible »* et a enseigné dans les collèges européens de Bruges et de Florence. Il est bien le seul dirigeant européen aujourd'hui à bénéficier de cette stature intellectuelle et à pouvoir formuler ses idées selon la forme académique. Son ouvrage *Le triangle du pouvoir* a été traduit en français en quelques mois (Tallandier, 2026), ce qui est un record. Il a été conçu selon les schèmes français, trois temps, trois camps, trois options. La vision n'est pas eurocentrée ; elle est internationale. Elle s'articule autour d'alternatives clairement formulées : Yalta ou Helsinki, multilatéralisme ou multipolarité, repris à loisir dans les grandes revues de relations internationales (à *Foreign Affairs,* janvier-février 2026 sous le titre : « La dernière chance de l'Occident »).

The Economist a réussi à faire signer aux deux hommes, Mark Carney et Alexander Stubb, un texte unique dans son édition du 11 juillet 2026, c'est-à-dire à combiner le triangle et les cercles concentriques de la géométrie variable. Ils affichent en effet leur objectif commun : libérer leurs pays respectifs de la contrainte géographique de la frontière. Ils réaffirment que les regroupements à venir ne se feront plus par proximité mais par affinités, non plus géographiques mais fonctionnelles (explicité par Carney lors de son discours au Parlement de Strasbourg, le lendemain de celui de von der Leyen, et en retrait manifeste par rapport à ses sorties dithyrambiques de la veille).

La Finlande et le Canada se proposent pour être les pays *« pivots »* de ce retournement stratégique. Car ce n'est pas une question de taille, mais d'état d'esprit. Le mérite des Finlandais n'est pas la *« finlandisation »,* qui est un total contresens, mais l'esprit de résistance, le sang-froid : *« En matière de politique étrangère, je recommande de toujours rester calme et serein. Faites comme les Finlandais. Prenez un bain glacé, allez au sauna et réfléchissez à la solution du problème. »* Le Canada n'en est pas loin, face cette fois aux Yankees. C'est la culture nordique, voire du cercle polaire, celle du hockey sur glace, supposée sauver l'Occident, l'Europe et chacune de nos nations. Leur intervention est de fait comme un vent frais sur la fébrilité des plateaux télé surchauffés. Ils font baisser la température. Reste à soigner les causes du mal.

L'ouvrage d'Alexander Stubb fourmille d'excellents conseils de diplomatie, notamment à l'égard des interlocuteurs du Sud, mais ne peut que sauver les intérêts de son pays (et de son industrie de brise-glaces) ou le secrétariat général des Nations unies (dans la tradition nordique de ses premiers titulaires). L'activisme de Mark Carney, après 13 ans chez Goldman Sachs, gouverneur de la Banque du Canada au lendemain de la crise financière de 2008, puis de la Banque d'Angleterre, à fond contre le Brexit, est évidemment tourné vers la sauvegarde du système financier international mis à mal par les excentricités de Donald Trump. Il est l'homme promu par la main invisible. Il est risible qu'Ursula von der Leyen ait eu la naïveté de croire qu'il n'était qu'un potentiel « associé » alors qu'il est le fondé de pouvoirs. ■

Élections provinciales

Le choc québécois

Le Parti québécois a remporté les élections provinciales du 5 octobre. Des élections marquées par le rejet implacable de l'équipe gouvernementale en exercice.

Les élections provinciales au Québec ont été marquées par deux phénomènes majeurs. Tout d'abord, l'effondrement du parti au pouvoir (CAQ : Coalition avenir Québec) qui est passé de 90 sièges sur 125 (soit une majorité plus que confortable) en 2022 à aucun siège sur 127 en 2026. On ne sait même pas si le mot effondrement suffit pour qualifier cet événement, unique dans l'histoire du Canada. La Première ministre sortante, Christine Fréchette, quitte de ce fait non seulement la tête du gouvernement provincial mais aussi la direction de son parti et sans doute la vie politique, même si, sur ce dernier point, un doute subsiste au vu de ses déclarations.

Peut-on se relever d'un tel désaveu ? L'ambition de ce jeune parti qui arrive au pouvoir en 2018 est de desserrer le carcan imposé à la vie politique par les deux partis, libéral et québécois, et de sortir de la dichotomie fédéralisme/souverainisme en proposant une troisième voie. Aujourd'hui le roi est nu. À la décharge de ce parti, le mode de scrutin majoritaire à un tour ne l'a pas favorisé, car il obtient un peu plus de voix que QS (Québec solidaire) et pourtant ce dernier obtient 9 sièges et lui 0. C'est dire la faiblesse de son implantation. Malgré huit années au pouvoir, il ne s'est constitué aucun fief.

À l'opposé, le Parti québécois (PQ) retrouve la faveur des électeurs en obtenant 59 sièges au lieu de 3 en 2022. Il rate cependant la majorité absolue à l'assemblée provinciale, de cinq sièges. Il serait trop simple de voir dans ces deux résultats un effet de vases communicants ; le plus probable étant que les anciens électeurs de la CAQ se soient répartis entre les différents partis en présence : le PQ, mais aussi le Parti libéral, le Parti conservateur et peut-être aussi Québec solidaire. Reste que voici de nouveau le PQ propulsé au pouvoir. Le futur Premier ministre et leader du parti, Paul St-Pierre Plamondon, a annoncé qu'il constituerait un gouvernement minoritaire et qu'il négocierait au cas par cas avec les différents groupes parlementaires pour faire adopter ses projets de loi.

Une proposition suscite en tout cas le pessimisme de tous les partis susceptibles de travailler avec le PQ : un troisième ▶



SOURCE: CAPTURE D'ÉCRAN SITE DU PARTI QUÉBÉCOIS

▲ **Paul St-Pierre Plamondon, chef du Parti québécois, au soir des élections provinciales.**

référendum sur l'indépendance du Québec. Certes, le futur dirigeant annonce qu'il ne se tiendra pas avant trois ans car il veut attendre le départ de Donald Trump de la Maison Blanche et ne pas se voir reprocher d'affaiblir le Canada face au trublion de Washington et encore moins voir le Québec se faire imposer des droits de douane qui affaibliraient l'économie de *« la Belle Province »*. Cependant les sondages sont défavorables à l'indépendance, le oui ne dépassant pas les 31 % des intentions de vote. Une gestion saine et consensuelle permettrait-elle de résoudre le problème ? Le PQ obtient cependant le score le plus faible d'un parti arrivé en tête dans l'histoire du Québec depuis la guerre avec 28 % des suffrages exprimés. Cela ne peut qu'inciter à la prudence.

La tâche sera d'autant plus ardue que le Québec est fracturé socialement et territorialement. Cela se traduit par la poussée du nombre de sans-abri, question présente dans tous les commentaires au soir des résultats. On peut observer aussi une fracture territoriale. Le Parti conservateur, rival du Parti libéral, a obtenu 19 sièges contre 12 prévus par les sondages dont 15 à Québec. Son discours anti-étatiste a séduit. Le PQ saura-t-il jouer de la rivalité entre libéraux et conservateurs ? Québec solidaire, le parti de gauche, plutôt *wokiste*, peut-être un atout pour le PQ, à manier avec prudence.■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

La dame de Marrakech

Le roi du Maroc, Mohammed VI, a nommé, le 29 septembre, Fatima Ezzahra El Mansouri Première ministre du royaume. Son parti, authenticité et modernité (PAM), est arrivé largement en tête des élections législatives du 23 septembre. L'attention ne s'est pas tant portée sur les évolutions des suffrages entre les principales forces politiques, qui tendent à une relative stabilité des grands équilibres, qu'au choix d'une femme dans ce monde d'hommes.

La promotion féminine au Maroc est régulière mais progressive. Elle touche de plus en plus d'échelons de la haute administration. C'est la première fois qu'elle atteint la tête du gouvernement. La nouvelle Première ministre, aujourd'hui âgée de 50 ans, avait commencé sa carrière dès 2009 en se faisant élire maire de Marrakech où la famille El Mansouri fait partie des principales notabilités. En 2015, elle avait dû rendre les clés au parti islamiste PJD, avant de les lui reprendre en 2021 tout en devenant ministre de l'Aménagement du territoire, de l'habitat et de la politique de la ville. Elle vient du sérail, appartient au système et est proche du Palais.

Sa nomination est une première dans le monde arabo-musulman. On l'a vue au palais royal portant la djellaba traditionnelle. Elle ne porte aucun foulard. Elle a toujours les cheveux découverts. Elle est divorcée. Le protocole se demande comment la faire participer aux manifestations religieuses aux côtés du monarque, Commandeur des croyants, alors que hommes et femmes en islam prient dans des lieux séparés.

SOURCE : TELQUEL



▲ **Fatima Ezzahra El Mansouri, première femme nommée cheffe du gouvernement au Maroc.**

La presse internationale donne le Maroc en modèle. Les Marocains apprécient mais attendent plus. L'hebdomadaire *TelQuel* a fait sa couverture de la dame en portrait officiel sous le titre « Au-delà du symbole : les douze travaux de Fatima Ezzahra El Mansouri ». Déjà appelée FZM, c'est la cheffe du gouvernement plutôt que la femme qui est mise au défi ; le premier d'entre eux étant de se reconnecter avec la *« génération Z »* qui a boycotté le scrutin (le taux officiel de participation de 38 % des inscrits est en réalité de 22 % compte tenu des millions d'électeurs en âge de voter qui ne se sont pas enregistrés). Le PAM veut promouvoir un « *État social* » alors que la coûteuse préparation de la Coupe du monde de football en 2030 occupe les esprits.

Les islamistes sont à l'affût. À la tête du gouvernement entre 2011 et 2021, le PJD s'était effondré, pour cette fois revenir pratiquement à une seconde place *ex aequo* avec les deux autres formations classiques, l'Istiqlal (Parti de l'indépendance, nationaliste) et le RNI (Rassemblement national des indépendants, néo-libéral) du Premier ministre sortant qui ne se représentait plus. Les trois ont recueilli environ 15 % des voix chacun contre près de 22 % au PAM. Le PJD est redevenu offensif en reprochant à la nouvelle Première ministre ses liens avec Israël. Le Maroc reconnaît Israël et fait partie des accords d'Abraham. Fatima et le dirigeant islamiste Benkirane ont débattu face à face durant la campagne électorale ; ce fut le débat le plus visionné, donnant une belle preuve de démocratie royale marocaine. ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **États-Unis. –** Le phénomène est rarissime et défraie la chronique. Une femme condamnée à mort par la justice du Tennessee a survécu… à son exécution ! Le 30 septembre, Christa Pike, âgée de 50 ans, avait reçu deux injections d'un barbiturique, sans que cela n'ait entraîné son décès. Hospitalisée dans un état critique, elle a repris connaissance le 6 octobre. Son avocat demande que sa sentence soit commuée en une peine de prison à vie.

■ **Guinée-Bissau. –** Le Premier ministre de transition, Ilídio Vieira Té, a déclaré le 8 octobre, que *« les conditions n'étaient pas réunies pour tenir l'élection présidentielle »* prévue le 6 décembre, au regard de l'inorganisation actuelle des partis. Cette déclaration faite devant la presse résulte d'un entretien avec le chef de la junte, le général Horta N'Tam. Il appartiendra cependant à ce dernier de prononcer officiellement un report du scrutin.

■ **Irak. –** Alors que les exportations de pétrole (90 % des recettes de l'État) sont grandement perturbées depuis le printemps par le conflit américano-iranien, décision a été prise en Conseil des ministres, le 6 octobre, de procéder à la dévaluation du dinar. Le gouvernement mise sur le nouveau taux de change pour obtenir davantage de dinars contre chaque dollar des recettes pétrolières, au risque toutefois de limiter les capacités d'importation.

■ **Italie. –** La réforme électorale soutenue par Giorgia Meloni a été approuvée par la Chambre des députés le 8 octobre. Le texte ambitionne d'apporter davantage de stabilité à l'Italie en offrant une prime majoritaire au parti ou à la coalition obtenant 42 % des suffrages aux législatives. En outre, il oblige désormais les partis à dévoiler avant le scrutin leur programme de gouvernement et le nom de leur candidat au poste de président du Conseil.

CASIMIR MAZET.




SOURCE : SORBONNE.

▲ Olivier Dard.


D.R.

▲ Dominique Decherf.


SOURCE : PHILOSOPHIE ET MANAGEMENT.

▲ Daniel Bachet.

Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise des conférences auxquelles participent des personnalités politiques ou du monde intellectuel. Elles sont enregistrées en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande à lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr). Pour accéder à ces entretiens : https://www.archivesroyalistes.org/-Les-Mercredis-de-la-NAR-92-.

■ **Mercredi 14 octobre**

Conférence d'Olivier Dard sur l'Histoire de l'extrême droite française. L'étude porte sur la vaste période qui va de 1870 à 2026. Tous les mouvements et tendances de la droite nationale et nationaliste sont analysés au fil des événements.

Olivier Dard est agrégé et docteur en histoire. Il enseigne l'histoire contemporaine à l'Université Paul-Verlaine de Metz. Son livre, *Histoire de l'extrême droite française* est publié chez Perrin (septembre 2026).

■ **Mercredi 4 novembre**

Conférence de Dominique Decherf : Réflexions sur le temps de l'Histoire. Ancien diplomate, Dominique Decherf publie, chez France-Empire, *Sur les chemins du monde, avec Pierre Boutang politique,* des souvenirs centrés sur la relecture des articles de politique étrangère que publiait Pierre Boutang dans l'hebdomadaire royaliste *La Nation française*.

L'ouvrage est centré sur de grandes figures qui ont marqué la seconde moitié du XX^{e} siècle : Adenauer, Zhou Enlai, Nasser, Kennedy, etc.

■ **Mercredi 18 novembre**

Conférence de Daniel Bachet sur le thème « Pour une démocratie économique radicale ». Face aux politiques économiques de plus en plus prédatrices, Daniel Bachet plaide pour une bifurcation radicale vers une démocratie sociale et économique de forte intensité refondant marchés, banques et entreprises, afin de préserver la nature et de rendre aux producteurs la maîtrise de leur travail.

Professeur de sociologie, Daniel Bachet a aussi été directeur du département « Entreprises » au Centre d'études des systèmes et des technologies avancées et chargé de mission au commissariat général du Plan (CGP). Il présentera son livre *Sortir du capitalocène. Pour une démocratie économique radicale,* publié aux Éditions Le Bord de l'eau (mai 2026).

■ **Mercredi 25 novembre**

Conférence de Jean-Christian Petitfils sur La Révolution française. Dans une vaste synthèse, Jean-Christian Petitfils retrace la Révolution de 1786 à 1804. Par un récit vivant éclairé par la science politique, il analyse le transfert de la souveraineté du roi à la nation, sans éluder les conquêtes fondatrices, la violence ni les dérives autoritaires.

Jean-Christian Petitfils est l'un des grands spécialistes de l'Ancien Régime et de la France moderne. Son dernier livre, *La Révolution française*, est publié aux Éditions Perrin (août 2026).

Autres conférences

■ **L'intégralité des rediffusions des tables rondes des journées « Régis Debray tous azimuts »** de décembre 2025 est disponible sur la chaîne YouTube Le Vent se lève https://www.youtube.com/@lvslmedia Parrainé par la Fondation Res Publica et organisé à la Bibliothèque nationale de France, ce colloque de deux jours a abordé, en présence de l'écrivain combattant, les thématiques : « Sacré, République et Nation », « Civilisation et relations internationales », « Médiologie et pouvoirs de l'image » et « Livre, Littérature et Critique ». *Royaliste* a rendu compte de ces journées dans son n° 1323 du 6 mai 2026.

Royaliste
POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI
Lot 1674, 101, rue de Sèvres, 75006 Paris
www. archivesroyalistes.org
Issn 0151-5772

Abonnements-contact :
lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr
+33 (0) 1 71 06 32 91

Directeur de la publication : Bertrand Renouvin.
Responsable éditorial : Laurent Tréhu.
Fondateur : Yvan Aumont †.

Rédaction : Frédéric Aimard, Loïc de Bentzmann, Éric Cézembre, Denis Cribier, Dominique Decherf, Jacques Dorémieux, François-Marin Fleutot, François Gerlotto, DJ Heller, Léon Letellier, Hubert de Marans, Casimir Mazet, Marc Sévrien, Alain Solari, Indiana Sullivan.

Directeur politique : Bertrand Renouvin.

Publié par la NAR, Siret : 897 894 127 00017.
Édité par la Spfc-Acip, Siret : 418 322 149 00015.
Imprimé par Rps-repro, Siret : 419 745 484 00024.
Dépôt légal à publication. Cppap n° 0425 d 84.

Abonnez-vous !

VERSION PAPIER ❑ TROIS MOIS (30 €) ❑ SIX MOIS (45 €)
❑ UN AN (70 €) ❑ UN AN SOUTIEN (140 €)
VERSION PDF ❑ UN AN (45 €) ❑ UN AN SOUTIEN (55 €)

❑ Je paye par carte bancaire sur le site archivesroyalistes.org

❑ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip.**

Nom/prénom : .....
Adresse : .....
Code postal/Ville/Pays : .....
.....
Tél. portable : ..... Courriel : .....

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à
Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON
Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

« Conformément à la loi Informatique et libertés du 06/11/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données, lesquelles ne sont ni exploitées ni revendues par des organismes tiers ».

SOURCE : WIKIPÉDIA / MUSÉE DU CHÂTEAU DE VERSAILLES.



▲ **États généraux, réunis le 5 mai 1789 à Versailles. Tableau d'Auguste Couder.**

Institutions

La monarchie républicaine avant 1789

par Bertrand Renouvin.

Dans la France des Lumières, deux ecclésiastiques, Étienne Bonnot de Condillac et Gabriel Bonnot de Mably, édifient une œuvre considérable, à la fois philosophique, historique et politique. À partir de celle-ci, les deux frères forment le projet d'une *« démocratie tempérée »* inscrite dans le cadre d'une monarchie républicaine.

Que pense-t-on à la veille de la Révolution de 1789 ? On cite, à raison, Montesquieu et Rousseau qu'on ne cesse d'étudier. On évoque rarement Condillac (1714-1780), classé comme philosophe « sensualiste » et présenté comme l'ancêtre du libéralisme politique à la suite de John Locke. L'abbé Mably (1709-1785) est, quant à lui, désigné comme théoricien de l'égalité et précurseur du communisme – ce qui lui a valu d'être très partiellement publié aux Éditions sociales dans la collection Les Classiques du peuple. Il s'agit là de mésinterprétations plus ou moins militantes, auxquelles Edern de Barros, jeune universitaire spécialiste des Lumières, oppose un savant démenti. Une lecture minutieuse de l'ensemble des œuvres de ces deux frères lui permet d'établir l'unité d'une démarche intellectuelle qui frappe par son ampleur et par sa cohérence.

Une démarche d'abord philosophique. – L'intention de Condillac est de refonder les connaissances sur l'expérience sensible contre les systèmes qu'il juge abstraits – par exemple la scolastique, le cartésianisme, le spinozisme. Il ne s'agit pas d'une pensée « sensualiste » mais d'un combiné d'empirisme et de rationalisme : la nature humaine n'est pas une donnée immédiate, mais l'effet d'une reconstruction critique qui doit tenir compte de la condition historique de l'homme. Mably applique cette philosophie empirico-rationaliste à l'histoire, dans un souci de véracité qui l'oppose à Voltaire, regardé comme un sophiste moderne sacrifiant la vérité au style.

À la veille de la Révolution de 1789, Condillac et Mably prônent une *« monarchie modérée »* à la jonction de l'idéal monarchique et de l'idéal républicain par le moyen du régime mixte.

Pour les deux frères, l'histoire est un *« cours de morale et de législation »* qui s'appuie sur une doctrine critique du droit naturel ordonnée autour du déisme, de la sociabilité naturelle, de l'égalité et de la volonté de se conserver, qui est indissociable du désir de liberté. *« En somme,* écrit Edern de Barros, *leur théorie du droit naturel réconcilie tout à la fois la perspective subjective épicurienne de l'utilité privée et la perspective générale stoïcienne de l'amour du bien commun par la recherche des moyens de cultiver la sociabilité, c'est-à-dire la vertu ou les "qualités sociales". »*

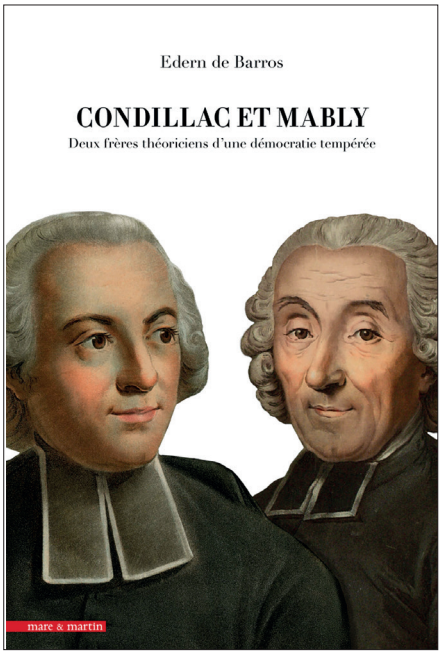
Il faudrait encore expliquer comment Mably et Condillac lisent Aristote et Cicéron, le rapport entre leur pensée et celle de John Locke (1632-1704), leur critique de Thomas Hobbes (1588-1679), mais je dois me limiter à souligner la puissance d'une réflexion commune, pleinement investie dans les débats du siècle des Lumières et résolument tournée vers un projet de transformation politique. Cette démocratie tempérée à laquelle les deux frères aspirent est le point d'aboutissement d'une vaste enquête historique qui commence avec les prétendus « sauvages » de sociétés premières qui connaissent déjà un mode de souveraineté partagée entre le peuple et les magistrats. L'enquête se poursuit à Sparte où, selon Mably, la démocratie était tempérée par le gouvernement monarchique et l'aristocratie – l'égalité étant assurée par la loi agraire de Lycurgue. La République romaine est moins parfaite car le peuple n'y est pas souverain.

Aux origines du royaume. – C'est surtout l'histoire de France et de son engendrement à partir des conquêtes franques

qui retient la très savante attention de Condillac et Mably. Les deux frères font l'éloge du gouvernement des Francs, qui, selon eux, n'ont pas dominé les Gaulois mais favorisé le mélange des peuples et qui concevaient le roi comme le premier magistrat de la République. Tous deux s'opposent ainsi aux thèses germanistes du comte de Boulainvilliers qui célébrait la conquête franque pour faire valoir les droits de la noblesse. Ils rejettent aussi les thèses romanistes de l'abbé Dubos établissant une filiation entre la monarchie française et l'Empire romain. Condillac loue la démocratie tempérée des Germains, qui tenaient des assemblées – le Champ de Mars – pour délibérer des lois et pour désigner les chefs chargés de rendre la justice. Le chef de conseil avait pour fonction d'exécuter la volonté générale, non de dominer la collectivité. Ce modèle avait décliné après Clovis mais Condillac et Mably, au rebours de l'historiographie courante, ne voient pas en Charlemagne un empereur à la mode romaine mais le restaurateur de la démocratie tempérée. Les deux frères louent le monarque qui rétablit les assemblées permettant à la noblesse et au clergé de participer à l'activité législative tandis que les *missi dominici* recueillent les vœux des assemblées locales tout en assurant l'unité du territoire.

Edern de Barros consacre un chapitre à *« la République démocratique et fédérative de Charlemagne »*, considérée comme l'une des modalités du régime mixte opposée à la monarchie d'Ancien Régime. À l'inverse du despotisme de Charles Martel, Charlemagne est un monarque qui se rend à l'assemblée seulement s'il y est invité, pour s'y comporter comme un médiateur. Les enjeux du XVIII[e] siècle sont au cœur de l'œuvre des deux frères, qui contestent le sacre de Pépin le Bref, venant mêler le spirituel et le temporel selon un *« principe absurde, extravagant »*, soutient Condillac, qui est une invitation au despotisme. Une invitation seulement car Pépin le Bref est élu avant d'être sacré et, à la veille de sa mort, il fait reconnaître par les grands seigneurs le partage de son royaume entre ses deux fils. Le couronnement de Charlemagne est tenu pour négligeable par les deux frères, qui affirment que le pape déposa par surprise la couronne sur la tête de Charlemagne sans rien ajouter au pouvoir effectif de ce monarque républicain. Après la mort de celui-ci et le partage de l'Empire, le pouvoir passe aux seigneurs et le gouvernement des fiefs est défini par Mably comme une *« tyrannie épidémique »*.

Leçons anglaises, modèle suédois. – Au sortir de l'anarchie féodale, écrivent les deux frères, le mouvement municipal du XII[e] siècle fait renaître l'esprit républicain mais la première réunion des états généraux, par Philippe le Bel en 1303, est un échec provoqué par les manœuvres du roi et par la division des trois ordres. Pendant



SOURCE : ÉDITIONS MARE & MARTIN.

la guerre des Cent Ans, l'ordonnance du 28 décembre 1355 fait renaître l'espoir démocratique puisqu'il s'agit d'un traité entre le roi et la nation, qui permet de financer la guerre par la gabelle et par un impôt sur les ventes, au prix d'une limitation du pouvoir royal en matières monétaire et fiscale.

Les états généraux de 1356 manifestent, sous la conduite d'Étienne Marcel, une opposition résolue au pouvoir royal, alors incarné par le dauphin Charles, fils de Jean le Bon prisonnier des Anglais. Mais la demande de libération de Charles le Mauvais provoque la rupture des négociations et la dissolution des états généraux. À nouveau convoqués en février 1357, ils sombrent dans l'anarchie résultant de l'alliance entre Étienne Marcel et Charles le Mauvais. L'année suivante, l'autorité royale réaffirme ses prérogatives et ne cesse de s'étendre malgré les vicissitudes politiques, avec Charles VII et Louis XI.

Mably estime qu'en France, les états généraux sont issus d'une alliance entre la monarchie royale et la bourgeoisie, qui les empêche d'affirmer leur souveraineté. C'est le contraire en Angleterre, où l'alliance de la bourgeoisie et des barons a permis de limiter le pouvoir royal par l'instauration d'une monarchie parlementaire : la Grande Charte de 1215 est regardée comme une *« boussole »* républicaine qui définit les droits et qui exprime *« l'esprit général de la nation »*. Cependant, Mably observe que la *Magna Carta* est une référence pour les Français, non un modèle car le Parlement anglais n'est que partiellement législateur.

La révolution de 1215 n'a certes pas permis de pacifier durablement la vie politique anglaise, mais Mably et Condillac restent partisans de la monarchie parlementaire face aux tentatives religieuses de démocratie radicale. *« Une République de Quakers n'est qu'une République d'imbéciles qui, en outrant la morale, la détruit »*, écrit Mably, qui blâme Cromwell d'avoir aboli la royauté au lieu de limiter la prérogative royale. Très critiques à l'égard d'un régime politique qui a vu le renforcement du pouvoir royal depuis la fin du XVII[e] siècle, les deux frères lui préfèrent le modèle suédois.

Héros de la lutte contre le Danemark de Christian II, le premier roi de la Suède indépendante, Gustave Vasa, fonde sa légitimité sur le consentement populaire mais ses successeurs basculent dans l'absolutisme. C'est après la mort de Charles XII en 1718 que la Suède se donne une monarchie constitutionnelle qui se présente sous la forme d'un régime mixte dans lequel la Diète, qui représente la souveraineté de la nation, est indépendante d'un pouvoir royal privé de veto. Mably souligne que *« la royauté héréditaire est même un avantage pour la nation, car elle contribue à assurer l'égalité entre les familles nobles, et les tient dans la subordination »*. En 1772, avec l'appui de l'aristocratie suédoise et des Physiocrates français (1), Gustave III brisera la dynamique républicaine par un coup d'État autoritaire conforme à l'idéal de despotisme légal des Économistes…

En faveur d'une monarchie modérée. – Quant à la France, Mably et Condillac combattent les défenseurs du parlement : pour lui, les cours souveraines ont favorisé l'absolutisme et ne peuvent représenter la nation. Elles ont au contraire contribué à l'effacement des états généraux et n'ont jamais opposé qu'une *« résistance molle »* à l'autorité royale puisqu'elles s'affirment consubstantielles à la monarchie. Le 3 mai 1788, trois ans après la mort de Mably, le parlement de Paris reconnaît enfin *« le droit de la nation d'accorder librement les subsides par l'organe des états généraux régulièrement convoqués et composés »*…

Partisans d'une représentation nationale dotée de la puissance législative, les deux frères estiment que celle-ci doit s'exercer dans le cadre d'un *« gouvernement libre »* qui peut être une république mais qu'il vaut mieux concevoir sous la forme d'une *« monarchie modérée »*. Celle-ci est à la jonction de l'idéal monarchique et de l'idéal républicain par le moyen du régime mixte dont ils ont suivi les esquisses au fil de l'histoire européenne.

À la veille de la Révolution, la monarchie reste conçue comme l'une des modalités de la République. Les circonstances conduiront à établir, après 1792, une opposition radicale entre République et Monarchie, que le mouvement de notre histoire institutionnelle viendra résorber. ■

(1). Cf. sur mon blog l'évocation du combat de Mably et Condillac contre les Physiocrates.

► ***Condillac et Mably, Deux frères théoriciens d'une démocratie tempérée,*** **par Edern de Barros, éditions Mare & Martin, octobre 2025.**

© NAR.



▲ Natalia Routkevitch voit les signes annonciateurs d'une nouvelle *perestroïka* en Russie.

Chronique des essais

Nouvelles ruses de l'Histoire

par Bertrand Renouvin.

L'effondrement de l'URSS n'a pas marqué la victoire des occidentalistes, paladins d'un introuvable Occident, mais le début d'une crise des sociétés démocratiques. Après la fin de la guerre d'Ukraine, l'Europe sera à reconstruire selon des réflexions et des projets nouveaux.

Ceux qui se demandent si Natalia Routkevitch soutient Vladimir Poutine contre le camp du Bien, ou si elle condamne cette figure du camp du Mal, en seront pour leurs frais. Le livre que publie cette journaliste, née à Moscou et devenue parisienne, n'est pas une prise de parti. Il s'agit d'une réflexion politique qui vise à détruire les clichés sur l'immense territoire rejeté une nouvelle fois hors de l'Europe, à dissiper les illusions que l'Union européenne entretient sur elle-même et à nous faire découvrir des intellectuels russes que l'élite des médias veut résolument ignorer.

Les anathèmes sur la dictature poutinienne, le *« retour de l'Union soviétique »* et les agressions impérialistes que préparerait le Kremlin ne relèvent pas seulement de la propagande de guerre. Ce bellicisme d'atmosphère conduit l'Union européenne, qui se présente comme l'Europe tout entière, à se donner une nouvelle identité par opposition radicale à la Russie et à tenter, par ce biais, de réaffirmer son unité.

Contre les indignations faciles, dans un sens ou dans l'autre, Natalia Routkevitch nous invite à redécouvrir les mouvements dialectiques d'une histoire européenne tissée d'alliances et de conflits. L'Europe profondément marquée par le catholicisme romain a, par exemple, résolument ignoré, et parfois combattu, Constantinople et la civilisation byzantine dont la Russie s'est proclamée l'héritière. Le thème de la défense de l'Occident chrétien, cher à la droite du siècle dernier, s'est développé dans le mépris systématique du christianisme orthodoxe.

Les élites européistes se contentent de prendre des postures martiales pour tenter de donner une nouvelle identité à leur « Europe » divisée, appauvrie et menacée de marginalisation.

De l'URSS à la guerre. – L'Union soviétique a été dénoncée comme le produit monstrueux du « marxisme oriental » alors que le marxisme est une pensée ouest-européenne dont il a été tiré une idéologie totalitaire. Celle-ci ne résume pas la société soviétique. Natalia Routkevitch explique que l'Union soviétique est aussi une fille des Lumières, qui a développé une religion du progrès scientifique et technique et organisé la diffusion massive du savoir par l'éducation généralisée. La culture soviétique, effectivement égalitaire, reconnaissait les langues et les cultures des Républiques socialistes et diffusait largement les œuvres étrangères, tout particulièrement françaises. À la mystique du progrès entretenue par le Parti et à la culture de masse s'ajoutait le souvenir sacralisé de la Grande Guerre patriotique.

La majorité des citoyens soviétiques n'a pas souhaité la disparition de l'URSS mais une libéralisation maîtrisée et le maintien de sa puissance géopolitique. Les occidentalistes ont au contraire salué l'effondrement de l'Union soviétique comme une victoire du Bien sur le Mal puis vendu un « passage à l'économie de marché » qui a engendré d'innombrables violences et promis une non-extension de l'Otan à un Gorbatchev qui, croyant avoir affaire à des gentilshommes, n'a pas exigé de document écrit. L'idéalisation de l'Occident par les Soviétiques coûte cher à la Russie contemporaine, qui se voit encerclée et retrouve son vieux réflexe obsidional.

« L'opération militaire spéciale » fut une erreur magistrale, payée de quatre années d'une guerre qui était évitable. Sans préjuger de son issue, il faudrait voir la guerre d'Ukraine comme une crise européenne qui devrait être résolue par une négociation entre les puissances européennes. L'affrontement russo-ukrainien, qui prolonge une guerre civile commencée en 2013 à Kiev, est au contraire vécu par les élites ouest-européennes comme une guerre à l'américaine,

celle du Bien contre le Mal, de la Démocratie contre la barbarie russe, l'Ukraine étant le fer de lance de cette nouvelle croisade.

La fiction européiste. – Natalia Routkevitch s'appuie sur de solides références pour établir que le discours belliqueux d'une « Europe » réduite aux dimensions de l'Union européenne procède d'une fiction auto-entretenue par les élites de ses États membres, dans l'indifférence ou l'hostilité des populations auxquelles les thèmes occidentalistes sont imposés.

Le récit européiste est résumé par Josep Borrell, alors vice-président de la Commission européenne et haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Dans un discours prononcé devant l'Académie diplomatique européenne, en octobre 2022, cet éminent personnage a décrit l'Europe comme *« un jardin »* où *« tout fonctionne »* car c'est *« la meilleure combinaison de liberté politique, de prospérité économique et de cohésion sociale que l'humanité ait pu construire… »*. Face à ce jardin, *« la majeure partie du reste du monde est une jungle, et la jungle pourrait envahir le jardin »*.

Telle est la vision explicite des élites européistes, qui affirment se préparer à une guerre avec la Russie sans être capables de s'en donner les moyens. Elles se contentent de postures martiales pour tenter de donner une nouvelle identité à leur « Europe » divisée, appauvrie et menacée de marginalisation. Après la mythologie pauvre du *« Grand Marché »* conçu comme une sortie de l'Histoire dans la globalisation, voici le récit d'une guerre de civilisation qui opposerait l'Europe libérale et démocratique campée sur ses « valeurs » à la Russie impérialiste resoviétisée. Le logiciel impérial décrit par Jean-Robert Raviot (1) produit ses propres fictions, mais ce qui est désigné à Moscou comme un *« Occident collectif »* ne parvient pas à rendre compte de ses *« valeurs »*. Confrontée aux populismes engendrés par le néolibéralisme, travaillée par des courants idéologiques qui ruinent son discours sur les Lumières, l'Union européenne se voit privée de son protecteur américain – qui risque de régler le conflit ukrainien par entente directe avec la Russie – et ne veut pas reconnaître que ses structures sont étrangères à la démocratie. Le constat serait désespérant si Natalia Routkevitch ne discernait pas, en Russie, les signes annonciateurs d'une nouvelle *perestroïka* qui devrait intéresser tous ceux qui préparent la reconstruction des nations ouest-européennes et un nouveau concert des États du continent. ■

(1). Jean-Robert Raviot, *Le Logiciel impérial russe*, L'Artilleur, janvier 2024 et notre entretien avec l'auteur dans *Royaliste* n° 1276, 7 avril 2024.

► **Natalia Routkevitch, *Le recommencement de l'Histoire, D'une pérestroïka à l'autre*, éditions Frantz Fanon, février 2026.**

Dans les revues

La géopolitique de la France

***Géopolitique et enjeux diplomatiques de la France*, hors-série d'été de la revue *Diplomatie* (n° 93) et *Manuel d'autodéfense intellectuelle – Géopolitique*, hors-série du *Monde diplomatique* (octobre 2026).**



Diplomatie consacre son hors-série de l'été à la géopolitique de la France. Sur 75 pages, vingt-huit articles sont réunis sous trois thèmes : « Souveraineté et dépendance », « Enjeux diplomatiques », « Défense et stratégie », autour d'un même constat : *« Le décalage accru entre les ambitions déclarées et la réalité des moyens nécessaires pour faire face aux défis à venir. »*

« La France affronte en effet un encerclement stratégique inédit. » Or elle souffre d'un *« décrochage structurel, en particulier dans le domaine industriel »*. Elle voudrait *« se positionner comme une troisième voie. Mais ce discours se heurte au réel ». « Il lui faut se présenter comme une puissance d'ajustement. »* Le terme est cruel. Il fait mal. On a tout loisir de discuter des attendus du jugement, mais il est quasiment sans appel.

Un « Manuel d'autodéfense intellectuelle – Géopolitique », hors-série du *Monde diplomatique*, répond point par point en 130 pages, une trentaine d'entrées, autour de cinq démarches : « Gloser, conditionner, dominer, théoriser, mystifier. » La lecture croisée des deux ensembles, issus d'horizons radicalement opposés, sous couvert d'objectivité scientifique – que la géopolitique soit une science est en soi discutable et discutée –, est supposée, par le second, permettre au public déjà averti, curieux, raisonnable, de démêler les faits des idées reçues et des opinions toutes faites, le premier considéré comme ne s'adressant qu'aux élites dans un entre-soi mauvais conseiller et piètre juge.

Le paradoxe est que s'ils diffèrent sur l'analyse « intellectuelle » des relations internationales, s'ils utilisent des sources parallèles – qui ne se rencontrent donc pas –, papier glacé contre papier recyclé, ils convergent néanmoins sur un certain diagnostic des faiblesses – ou des prudences – françaises, en particulier le défaut de volonté politique. *Le Monde diplomatique* espère toujours une prise de conscience populaire inversant la défaillance des dirigeants successifs. D'autres choix sont possibles pour qui déplore par avance l'absence de *« marges de manœuvre »*. Le sujet est donc la décision. Qui décide ?



La réalité est qu'au total, cela n'intéresse qu'un tout petit nombre de lecteurs, même si l'intelligence de l'international a fait des progrès dans la population à mesure du retour de la guerre proche. La géopolitique est censée multiplier les cercles d'intérêt, élargir les centres de décision, fournir les outils, préciser le lexique. La connaissance qu'elle dispense est critiquée pour son arrogance et son uniformité. ■

D. D.

La République assassinée

***Weimar 1918-1933, la République assassinée*, revue *L'Histoire* n° 548, octobre 2026.**



La dernière livraison de la revue *L'Histoire* consacre son dossier à la République de Weimar et à son assassinat. Si, pour reprendre le propos de Johann Chapoutot, nos analyses historiques sont plus ou moins influencées par les circonstances du moment, on peut s'interroger sur la proximité entre la publication de ce dossier et la percée de l'extrême droite en Allemagne, plus particulièrement dans sa partie orientale. Pourtant, il faut rester prudent et le professeur Andreas Wirsching rappelle que la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a refusé de considérer l'AfD comme ennemie de la constitution, l'Office fédéral de protection de la constitution la qualifiant de *« mouvement d'extrême droite constitutionnel reconnu »*. Approche peut-être discutable mais ce n'est pas là le cœur de ce dossier.

Ce qui est central au contraire, c'est l'idée d'une République assassinée. Ce qui suppose que l'on se demande par qui et comment. Le panel d'historiens sollicité, au sein duquel on retrouve Johann Chapoutot, Christian Ingrao et Nicolas Patin auteurs du *Monde nazi* (1) en 2024, insiste sur le fait que le suffrage universel n'a qu'une responsabilité seconde dans la victoire du parti nazi. Jamais Hitler n'a été élu chancelier. Certes, son parti ne cesse de ►

progresser entre mai 1928 et juillet 1932, mais, en novembre 1932, il perd quatre points et près de 2 millions de suffrages. À un échelon local, à l'automne, il s'effondre dans certains secteurs, sa violence commençant à effrayer ceux qui voyaient en lui un rempart contre le communisme. Ce ne sont d'ailleurs pas les chômeurs et les laissés-pour-compte qui constituent le gros bataillon des électeurs nazis. Ils lui préfèrent le KPD communiste ou les sociaux-démocrates du SPD. C'est la petite bourgeoisie protestante, des villes petites et moyennes, effrayée de son possible déclassement après la crise de 1929, et l'électorat de la droite libérale qui forment l'essentiel du vivier électoral du parti nazi.

Pourtant, ce sont bien certaines élites économiques, administratives et militaires qui vont favoriser l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Les Thyssen, les Krupp, les von Papen, les Hindenburg, père et fils, sont les principaux acteurs d'une lutte contre la République de Weimar que certains n'ont au départ toléré que du bout des lèvres, avant de la combattre ouvertement dès 1930 en recourant à une politique des décrets-lois, certes prévue par l'article 48, alinéa 2 de la Constitution de 1919, mais en donnant une interprétation erronée des conditions requises pour y recourir. Dès ce moment-là, on commence à détricoter l'État-providence esquissé par la République de Weimar et on s'attaque aux libertés publiques. Et face à un électorat décidément décevant, on finit par confier le pouvoir à un petit caporal autrichien qu'on se fait fort de contrôler. On connaît la suite.

Malgré le caractère passionnant de ce dossier, on peut regretter que la relation entre les communistes et les socialistes face à la montée du nazisme n'ait pas été plus amplement développée. ■

MARC SÉVRIEN.

(1). *Le Monde nazi 1919-1945,* par J. Chapoutot, Ch. Ingrao, N. Patin, Tallandier. 2024.

Biographie

L'invention d'une femme libre : Mme de Staël

Pendant de longues décennies, l'histoire littéraire et politique française a eu tendance à figer Germaine de Staël (1766-1817) dans des représentations aussi grandioses que réductrices. Stéphanie Genand vient briser ces stéréotypes.

L'auteure refuse la distance froide de la biographie surplombante. Stéphanie Genand choisit d'ancrer son récit au plus près de la voix, des doutes et des écrits de son sujet. S'appuyant sur l'immense corpus de la correspondance de Mme de Staël, elle restitue une subjectivité vibrante. Germaine de Staël n'est plus un objet d'étude statique, mais la conscience agissante à travers laquelle le lecteur traverse les bouleversements de l'histoire.

Ce parti pris permet de restituer la fragilité tapie derrière la force publique de l'écrivaine. L'enfance, marquée par l'ambition dévorante de sa mère Suzanne Necker et l'adulation pour son père Jacques Necker (le célèbre ministre des Finances de Louis XVI), est relue non pas comme une idylle intellectuelle, mais comme le creuset d'une exigence psychologique écrasante.

Le destin de Germaine de Staël s'imbrique étroitement avec la naissance de la France moderne. Née en 1766, elle a 23 ans en 1789. Comme le souligne finement l'auteure, elle entre dans l'âge adulte en même temps que la nation française brise ses chaînes. Grâce aux fonctions de son père, elle observe la chute de l'Ancien Régime depuis les premières loges du pouvoir. Le salon de l'ambassade de Suède, qu'elle anime en tant que baronne de Staël-Holstein, devient le cœur battant des débats constitutionnels.

Stéphanie Genand insiste sur la profonde cohérence du projet politique de Germaine de Staël. Loin d'être une girouette opportuniste au gré des régimes, Germaine incarne une position modérée et libérale, héritière critique de la seconde génération des Lumières. Elle cherche inlassablement le point d'équilibre entre la sauvegarde des libertés individuelles nées de 1789 et la nécessité de l'ordre républicain, rejetant avec la même force la Terreur jacobine et la réaction monarchique. Son analyse met en lumière une penseuse politique de premier plan dont la modération n'est pas de la tiédeur, mais un acte de courage intellectuel face aux radicalités de son temps.

Le cœur dramatique de la biographie explore naturellement le conflit légendaire entre Germaine de Staël et Napoléon. L'apport de cet ouvrage est ici capital : il dépasse l'anecdote de la détestation mutuelle pour en révéler les fondements philosophiques et idéologiques. Pour Staël, Bonaparte n'est pas seulement un persécuteur personnel qui la condamne à un exil cruel loin de Paris ; il est l'incarnation même d'un système politique funeste.

L'un des aspects les plus stimulants de cet ouvrage est la résonance contemporaine que l'auteure insuffle à la pensée de Mme de Staël. En analysant ses grands romans, *Delphine* et *Corinne ou l'Italie,* ainsi que ses essais, la biographe démontre que Staël tend un *« miroir féministe particulièrement complexe »*. Sans être une militante féministe au sens moderne du terme, Germaine de Staël a cartographié avec une lucidité implacable le coût social réservé aux femmes qui osent faire preuve de génie ou d'indépendance. Le destin tragique de ses héroïnes romanesques reflète sa propre condition : celle d'une femme condamnée à mort socialement dès lors qu'elle refuse de se plier aux conventions de son genre.

Finalement, ce livre réussit son pari le plus difficile : dénouer les interprétations toutes faites qui emprisonnaient notre regard sur Mme de Staël. En refermant l'ouvrage, le lecteur ne voit plus seulement la « Madame » de Staël des manuels scolaires, mais Germaine, une femme de chair, d'esprit et de combats. L'écriture est vive, rythmée par des phrases courtes et percutantes qui restituent le tempo haletant de l'existence de cette femme d'exception. Bonne lecture ! ■

JACQUES HAEDENS.

► **Stéphanie Genand, *Germaine de Staël. Le prix de la liberté,* Éditions Perrin, mai 2026.**



SOURCE : WIKIMÉDIA. PHOTO : GALERIE TRETIAKOV.

▲ **Germaine de Staël, vers 1812. Tableau de Wladimir Lukitsch Borowikowski.**

DR.



Par Gérard Leclerc

Sur un portrait de Régis Debray

Qu'Eugénie Bastié se soit attachée à la personnalité et à la vie de Régis Debray me touche au moins pour deux motifs. Le premier est que l'auteur de *Critique de la raison politique* m'a toujours plus qu'intéressé, et le second est que la jeune femme marque avec lui une différence de génération qui correspond à celle qui me distingue de mes propres enfants. Comment pouvoir se comprendre entre ceux qui ont ouvert les yeux au lendemain de la guerre et ceux qui les ont ouverts au lendemain de la chute du mur de Berlin. Certes, je suis très loin d'avoir vécu une vie aussi riche, voire palpitante, que celle de l'ancien prisonnier de Camiri. Pour mesurer la distance, il me suffit du résumé qu'en fait notre essayiste : « *Il a tout connu, le sel de l'aventure, l'ivresse du pouvoir, l'empyrée de la littérature. Il a été prof, guérillero, conseiller à l'Élysée, juré littéraire et reporter. Il a inventé une science, la médiologie, a dormi quatre ans en prison, a écrit des discours et fomenté des insurrections.* »

Comme le résume Jean-François Colosimo : « *Debray, c'est Auguste Comte avec une paire de colts, c'est Pascal qui n'ose pas prier, c'est saint Paul qui n'a pas rencontré Dieu, un universaliste désespéré.* » On ne saurait mieux dire. Il n'empêche, aussi éloigné que je sois de lui, il m'a été fraternel dès que j'ai fait sa connaissance par la lecture puis par sa rencontre personnelle. Sans vouloir exagérer dans l'éloge, il m'est toujours apparu comme *un grand civilisé,* une expression qui m'est venue en tête pour qualifier Claude Lévi-Strauss. Civilisé en raison de sa soif inextinguible de savoir et de culture. Friand moi-même de lecture et de confrontation des idées, je ne pouvais qu'être sensible à son érudition, à sa passion de véritable intellectuel, ainsi qu'à cette façon qu'il a toujours de bousculer les préjugés. Voilà qui peut étonner de la part de quelqu'un qui continue à défendre son engagement à gauche, voire à l'extrême gauche. Comment une telle appartenance idéologique est-elle compatible, par exemple, avec son attrait pour la culture religieuse ? Fut-il jamais laïcard, celui qui comprit le dommage irréparable de l'ignorance religieuse des générations post-soixante-huitardes.

Eugénie Bastié rappelle qu'il s'agit d'un homme drôle, « *ce qui l'a empêché de céder tout à fait à l'esprit de sérieux idéologique. Il y a chez lui une distance railleuse vis-à-vis du présent, l'ironie aristocratique d'un cardinal défroqué* ». C'est aussi drôlement exprimé que finement observé. Mais que dire de l'engagement révolutionnaire d'un militant qui faillit y sacrifier sa vie ? Curieusement, lorsque je me suis retrouvé en sa présence, cette image ne s'est pas imposée à moi. Quand Philippe de Saint Robert m'a demandé de le présenter au public du prix Combourg réuni dans le château du même nom, je n'ai retenu que la parenté avec l'Enchanteur pour son amour de la littérature et même sa proximité avec le christianisme.

Pourtant, ce n'est pas rien d'avoir été le compagnon de Fidel Castro et de Che Guevara. Malgré l'aboutissement dans les salons de la rue de Valois, impossible de ne pas penser au Malraux de la guerre d'Espagne et de la brigade Alsace-Lorraine.

Eugénie Bastié a raison de revenir en détail sur l'aventure castriste. J'avoue avoir vécu la prise de pouvoir de Fidel Castro sans hostilité, n'éprouvant aucune sympathie pour Batista, le dictateur renversé qui était à la solde des Américains. Lorsque Régis Debray fut condamné à la prison, j'aspirais, comme la plupart, à une prompte libération d'ailleurs négociée par le général de Gaulle. Mais le récit de ce qui est tout autre chose qu'un épisode nous permet de comprendre son côté dramatique qui aurait pu déboucher sur l'exécution pure et simple réclamée par l'armée bolivienne.

Son autre mérite est de nous rappeler l'extrême proximité du combattant avec le *líder máximo* et le *Che*. L'intellectuel avait aussi été le théoricien d'un projet révolutionnaire global. Quatre ans de prison constituent une épreuve qui « *l'a forcé à se retourner sur ses échecs, à ruminer ses choix, à se forger une richesse intérieure irremplaçable* ».

Je n'ai plus aujourd'hui l'indulgence que j'ai pu avoir à l'égard de l'expérience cubaine. Ma rencontre avec l'admirable Jorge Valls, qui passa vingt ans dans les prisons du régime castriste, bien qu'il ait été un adversaire résolu de Batista, m'a prouvé que le castrisme était la dernière mouture sanglante du totalitarisme. L'ancien compagnon a conservé en lui une certaine nostalgie d'un rêve brisé, mais il y eut une rupture qu'Eugénie Bastié décrit dans un chapitre judicieux, « *la tentation de l'absolu* » : « *Malgré ses théorèmes, Régis Debray tient plus de l'aventurier que du militant, du disciple de Malraux que de celui de Che Guevara.* »

À la suite de l'aventure révolutionnaire, il y eut une période de mitterrandisme. À la fureur des Américains, le président fit du prisonnier de Camiri son conseiller en politique étrangère. Mais, indique Eugénie Bastié, c'est le patriote qui s'affirme alors et comprend que les partis pris atlantistes et l'européisme étaient contraires à son projet pour la France. Selon Hubert Védrine : « *Il s'est rendu compte que la France qu'il avait en tête était chimérique, qu'elle n'avait rien à voir avec son rang véritable dans le monde. Mitterrand lui avait fait croire que c'était possible.* »

Impossible de résumer l'activité étonnante d'un intellectuel qui a multiplié les livres et même les fonctions. Ne fut-il pas membre de l'académie Goncourt ? Au nombre de ses travaux, il faut donc compter l'invention de la *médiologie* dont le mot d'ordre est celui de McLuhan : « *Le médium, c'est le message.* » « *Une culture est profondément informée, façonnée par les techniques de communication qu'elle véhicule. La civilisation produite par l'imprimerie n'est pas la même que celle qui est produite par la télévision.* »

Voilà qui évoque pour moi un souvenir. J'avais entrepris une étude sur le phénomène d'un évêque qui était devenu l'homme des médias, à tel point qu'il s'était totalement fondu dans le système télévisuel. Les livres de Régis Debray m'avaient aidé à analyser cette instrumentalisation : comme il y avait un État séducteur voué aux spécialistes en communication, il pouvait très bien y avoir une Église séductrice ! Le philosophe m'avait donné son assentiment.

Eugénie Bastié pose enfin la question : « *Ceux qui s'étonneraient, voire s'indigneraient qu'une femme de droite ait pu consacrer autant de pages à un ancien révolutionnaire, ne font preuve que d'une étroitesse d'esprit consubstantielle à notre époque, une époque où chacun nage dans son couloir, se complaît dans l'entre-soi idéologique et la quête de pureté.* » Et d'invoquer l'amour de la littérature et celui de la patrie. D'où cette déclaration magnifique : « *Je n'ai pas envie de mourir pour des idées, fût-ce de mort lente. Je suis de mon siècle et de la vieille Europe, et je ne veux pas qu'elle s'efface. Et pourtant, j'ai plus en commun avec ce révolutionnaire grognon qu'avec nombre de mes compagnons à trottinette.* »

D'où son exclamation finale pleine d'une affection non feinte : « *À demain, Debray.* » ■

► **Eugénie Bastié, *Le Rouge et le Blanc, Régis Debray et nous,* Gallimard, 2026.**

SOURCE : CITÉ DU VITRAIL. PHOTO : STUDIO OG.



Arthur Nauzyciel modernise l'œuvre de Bergman en restant fidèle au cinéaste et à ses obsessions. ▲

Chronique du théâtre

Le couple, selon Bergman et Nauzyciel

par D. J. Heller.

Arthur Nauzyciel, l'actuel directeur du Théâtre national de Bretagne dont la mission prend fin cette année, entame la saison théâtrale de cette institution rennaise avec *Scènes de la vie conjugale* d'Ingmar Bergman.

C'est en effet à ce chef-d'œuvre du réalisateur suédois qu'Arthur Nauzyciel s'attaque en adaptant cette série télévisée au théâtre. À l'heure où télévision et internet nous inondent de séries, il convient de rappeler que, dans les années soixante-dix, de grands noms du cinéma s'attelaient déjà à cette forme de production sans l'aide d'une quelconque intelligence artificielle, mais avec une solide base cinématographique et intellectuelle.

Élevé par un père pasteur tyrannique, le jeune Ingmar (1918-2007) se réfugie dans le rêve, la littérature et la poésie. Étudiant, il s'inscrit dans une école de théâtre et commence à écrire et à mettre en scène ses pièces pour ses camarades. Dès avant la guerre, il joue et monte des auteurs classiques comme Shakespeare, Ibsen ou Strindberg. Il trouve chez ces auteurs ce qui constitue la trame de son cinéma : la difficulté à communiquer au sein de la famille et du couple, et l'appréhension de la mort.

Il travaille durant presque quarante années avec pas moins de deux films écrits et réalisés par an, piochant ses références dans le cinéma français et le cinéma italien. La reconnaissance par ses pairs vient avec *Sourires d'une nuit d'été* en 1955, celle du public avec le succès du *Septième Sceau* en 1957. Enfin, l'attribution de l'Ours d'or du meilleur film au Festival de Berlin en 1958, avec *Les Fraises sauvages,* lance sa carrière internationale.

Les deux acteurs, Bénédicte Cerutti et Laurent Poitrenaux, formidables, évoluent dans cet espace, mélange de froideur et de transparence, de vide et de renaissance.

Au plus profond des êtres. – Il faut redécouvrir l'œuvre immense de cet auteur tant la poésie qui s'en dégage réconforte. Car malgré les drames qui se nouent dans la plupart de ses films, la force de son art est de réussir à apaiser le spectateur. Ce travailleur hors du commun va jusqu'à écrire et mettre en scène trois films et quatre pièces de théâtre sur la seule année 1957. Tout son art repose sur l'étude psychologique de ses personnages qu'il maîtrise à un tel point que le spectateur réussit à pénétrer dans l'être profond des protagonistes de ses films.

Bergman sait s'entourer d'actrices fidèles correspondant à la fois à la froideur et à la complexité de son cinéma. Ainsi Bibi Andersson et surtout Liv Ullmann qui devient sa femme. Elle tourne plus de neuf films dans lesquels elle donne toute la dimension de son talent. Les deux actrices, physiquement très proches, sont réunies dans *Persona* en 1966, film dur, étrange et névrotique dont le spectateur ne sort pas indemne, tant par la beauté des plans que par la puissance du récit, et qui relance la carrière du cinéaste. Patrice Chéreau dit de Bergman : *«Il fait les plus beaux plans du monde parce qu'il sait tout du visage de l'acteur. »* Le cinéaste reçoit un prix d'estime de la profession pour l'ensemble de son œuvre au Festival de Cannes en 1997. Et si nous devions citer deux de ses plus grands films parmi tant d'autres, ce seraient *Cris et chuchotements* (1971) et *Fanny et Alexandre* (1981).

De l'amour au désamour. – C'est justement durant cette décennie que le cinéaste s'intéresse à la télévision, écrit et réalise un feuilleton en six épisodes de cinquante minutes chacun, qui a un succès fulgurant en captivant le public suédois avec l'histoire d'un couple et ses deux enfants. Le cinéaste décortique méticuleusement la vie de cette famille bourgeoise de Stockholm bien installée, et suit plus particulièrement Marianne, avocate spécialisée en droit du

divorce, et son époux Johan, psychologue universitaire. Cette histoire, qui s'étale sur dix ans, confirme le talent de Bergman pour décrire à la perfection la psychologie de ses personnages et les relations interpersonnelles. Après cinq mariages, l'auteur a probablement acquis une expérience certaine des relations au sein du couple, des méandres du désir au conflit, de l'amour au désamour, des rapports de force entre un homme et une femme, des disputes et ruptures.

Bergman tourne un film de cette série quelques années plus tard, et sa reprise au théâtre est une évidence. Celle qui nous intéresse, mise en scène par Arthur Nauzyciel, n'est pas la première, et la fascination pour ces histoires de couples bien établis qui se déforment, se déchirent, doutent et se reforment, peuple l'imaginaire des auteurs de romans, de pièces, et de films pour aller toujours plus loin dans l'étude psychique presque chirurgicale des personnages. Un homme, une femme, une moquette blanche, un canapé blanc, un lampadaire et un tourne-disque blancs. Au fond, un rideau blanc sur toute la largeur et la hauteur de la scène qui sert à la projection de personnages filmés, dont la merveilleuse Marthe Keller, et à un extrait du film *Maison de poupée* de Joseph Losey, clin d'œil au cinéma. Le décor est planté.

Les deux acteurs, Bénédicte Cerutti et Laurent Poitrenaux, formidables, évoluent dans cet espace, mélange de froideur et de transparence, de vide et de renaissance. En deux heures et demie de spectacle, le metteur en scène réussit à moderniser l'œuvre de Bergman en restant fidèle au cinéaste et à ses obsessions. Le spectacle questionne admirablement le pouvoir et les rapports de force au sein du couple et de la société. *« On croit regarder un couple, mais on regarde des normes, des mécanismes, des assignations.* Scènes de la vie conjugale *ausculte, étape par étape, la déconstruction du couple »,* dit Nauzyciel. Et d'ajouter : *« Ce qui m'intéresse, c'est le cadre social, moral, économique qui traverse l'intime et empêche la véritable rencontre. »*

Le propos est magnifiquement servi par les deux acteurs. Bénédicte Cerutti incarne une Marianne convaincante, tour à tour insouciante et fragile, triste et résignée puis violente et révoltée, toujours amoureuse et sensuelle. Quant à la partition de Laurent Poitrenaux, elle est d'une justesse tout en maîtrise. Prétentieux, veule, violent, lâche avec son épouse et sa maîtresse. Mais il peut être aussi tendrement amoureux et fragile, désespéré et désespérant. Tous deux occupent magistralement la scène dans un grand moment de théâtre.

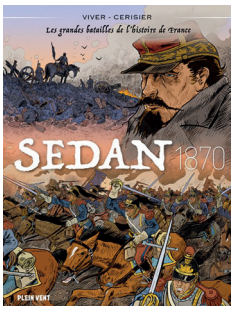
Une création du Théâtre national de Bretagne qui confirme, une nouvelle fois, la qualité de la programmation de son directeur. ■

▶Le Quai, à Angers, les 7 et 8 avril 2027.
▶Comédie Centre dramatique national de Reims, les 14 et 15 avril 2027.

Bande dessinée

Sedan, crépuscule du Second Empire

Le scénariste Jean-François Vivier et le dessinateur Emmanuel Cerisier nous entraînent dans le sillage de Napoléon III et de la désastreuse défaite de l'armée française à Sedan le 2 septembre 1870.



Nous suivons, au jour le jour, un empereur dépassé par les événements mais surtout un empereur malade qui vit, au cours des six semaines (19 juillet-2 septembre 1870) où il est à la tête des troupes françaises, un calvaire qui le rend très vite incapable de tenir son rôle. Avec lui, nous vivons cette longue suite de défaites toujours plus meurtrières, d'un côté comme de l'autre. Les troupes françaises ne manquent pas de courage, mais elles sont submergées par le nombre. La guerre de 1870 est la première guerre industrielle que connaît la France et les progrès des armements permettent de frapper plus vite et plus fort, surtout du côté allemand. En effet, en dehors du fusil Chassepot, le matériel français témoigne de notre retard technologique.

La guerre de 1870 est la première guerre industrielle que connaît la France.

La désorganisation à tous les niveaux nuit à l'armée française. Désorganisation des transmissions qui, par leur lenteur, font perdre du temps à nos troupes, désorganisation de nos modes de transport. On exploite peu le réseau de chemin de fer pourtant remarquable dont le Second Empire, à la suite de Louis-Philippe, a doté la France. Désorganisation aussi du commandement militaire dont les chefs se jalousent, où les contre-ordres succèdent aux ordres. Le pouvoir politique lui-même voit l'impératrice-régente se substituer à l'empereur, y compris pour la nomination des chefs militaires. Sans oublier les bonapartistes les plus durs qui trouvent, dans les tourments de la guerre, le moyen de se débarrasser d'Émile Ollivier, chef du gouvernement et symbole de l'Empire libéral. Lucide mais impuissant, Napoléon III n'est plus que le spectateur de sa propre déchéance.

Ce travail, à bien des égards remarquable, n'est pas sans quelques lacunes. Si la crise espagnole du printemps 1870 et l'isolement diplomatique de la France sont bien présentés, les raisons de cet isolement sont passées sous silence. Rien sur l'abandon de l'Autriche et des États allemands du sud par la France en 1866, ce qui contribua au désastre de Sadowa. Rien sur l'abandon des Piémontais et des partisans de l'unité italienne en 1867 pour préserver les États pontificaux et rallier au régime les catholiques français. Certes, on ne peut pas tout dire en 48 pages, mais ces éléments sont importants pour comprendre la crise.

Deux petites erreurs factuelles encore. Ce n'est pas Élisabeth II qui abdique en Espagne en 1869 mais Isabelle II (p. 8). Pourquoi utiliser le tableau *Les Dernières Cartouches* d'Alphonse de Neuville (p. 38) pour illustrer les combats de Bazeilles, œuvre superbe mais de pure propagande ? Enfin, sur la carte du « chemin de croix » de Napoléon III, l'étape de Metz est datée du 29 janvier 1870 au lieu du 29 juillet. ■

MARC SÉVRIEN.

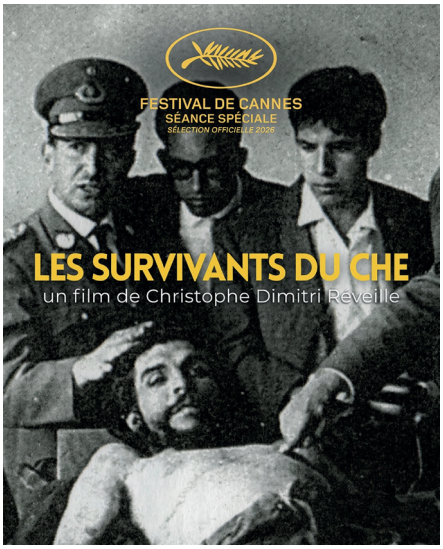
▶*Sedan 1870,* par Vivier et Cerisier, collection *Les grandes batailles de l'histoire de France,* éditions Plein Vent, septembre 2026.

Documentaire

Les survivants du Che

Dans un documentaire aussi riche historiquement qu'esthétique, Christophe Dimitri Réveille rappelle l'épopée des survivants du Che à travers les régions les plus hostiles de Bolivie.

Voilà un documentaire qui, loin de ressasser le passé, s'en saisit pour discerner, dans le tragique de l'histoire, la grandeur des destins individuels, leur inscription dans des solidarités locales, nationales et internationales. Centré sur la survie des derniers compagnons d'Ernesto « Che » Guevara, il relate à la fois une épopée et un questionnement plus vaste. ▶



Le point de départ, c'est évidemment la tentative d'implanter un foyer de guérilla en Bolivie. Plusieurs zones sont envisagées, c'est une troisième qui accueille hélas la frêle phalange du Che. De ce problème d'implantation va découler le reste, c'est-à-dire les pertes humaines, la capture du Che puis son exécution, par une escouade de rangers boliviens (interviewés) et un agent de la CIA, né à Cuba, vouant sa vie à la lutte anticommuniste. La tentative de réédition de la sierra Maestra échoue comme lorsque la même équipe avait tenté une semblable opération dans un contexte encore plus compliqué : celui du Congo. Régis Debray s'interroge sur un point important : Guevara n'a-t-il pas voulu porter le glaive de la guérilla en Argentine, sa patrie natale ? Cette hypothèse expliquerait un choix qui s'avéra funeste pour son équipe.

Si *Le Monde* parle avec mépris de *« cavale »,* préférons le terme d'épopée : ce qu'ils vivent pendant ces longues semaines révèle la grandeur de ces hommes, leur modestie, leur volonté, leur lucidité aussi devant la mort et la volonté de ne pas tomber aux mains de l'ennemi. Il est notable que le narcissisme des gauchistes actuels du nord a effacé ou annulé ces hommes qui portaient jadis avec héroïsme le socialisme révolutionnaire.

> ***« Le Che à Colombey, c'eût été le court-circuit du siècle. »***
>
> **Régis Debray**

Enfin, chose jusqu'à maintenant cantonnée à des cercles d'initiés, la France gaullienne, le sénateur chilien Salvador Allende et quelques esprits indépendants se mobilisèrent pour ces rescapés. Entre ces jeunes hommes issus du peuple de l'*Oriente* cubain, un jeune normalien détenu à Camiri, Salvador Allende et de Gaulle, on trouvait des points communs.

Si ses deux camarades sont restés des dignitaires du régime castriste, Benigno s'est réfugié en France où il a fini ses jours. Tous néanmoins demeurent fidèles à la Révolution de 59 et à celles perdantes initiées par le Che, avec un jugement divergent et nuancé sur le castrisme comme régime. On songe à cette phrase sur Guevara, écrite par Debray, à propos de sa visite dans le Paris des années soixante relative à la rencontre manquée entre Guevara et de Gaulle : *« Le Che à Colombey, c'eût été le court-circuit du siècle : l'Ancien Testament de la subversion mondiale face au Nouveau Testament de la légitimité nationale »* (*Madame H*, Gallimard, 2015). Bref, les quelques *« gaullistes d'extrême gauche »* parmi nos amis y trouveront matière à un songe.

Outre son impeccable réalisation artistique, *Les survivants du Che* éveille une multitude de questionnements qui confrontent le temps long de l'histoire, les conséquences de l'engagement, ce qu'est un dessein politique, une volonté collective : tout cela étant assez loin d'un feu de poubelle posté sur TikTok. ■`

GAEL BRUSTIER.

► *Les survivants du Che,* documentaire de Christophe Réveille, avec Vincent Lindon. Sortie en salle le 9 septembre 2026.

Cinéma

Portrait d'un collabo ordinaire

1940 : le régime de Vichy attire nombre d'anonymes, par conviction ou par idéologie, par opportunisme, voire *« nécessité »*. Rien ne peut faire obstacle à qui est *« prêt à rendre service »*, à *« accomplir n'importe quelle tâche »*.

À partir de la correspondance de ses arrière-grands-parents, Emmanuel Marre, dont le film *Notre salut* a reçu le prix du scénario au Festival de Cannes 2026, met en scène un homme qui, à l'instar de l'armée française et de certains citoyens, fuit sa propre débâcle. Henri Marre débarque à Vichy, ruiné, mais ayant à la main une petite valise contenant un ouvrage, *Notre salut*, qu'il a fait publier à compte d'auteur et qu'il espère bien distribuer à des personnes influentes afin qu'elles reconnaissent en lui, grâce à sa formation d'ingénieur et à son patriotisme revendiqué, un *« sauveur »* qui veut *« redresser le pays »*.

Le film commence lors d'une réunion mondaine. Henri, passant d'un groupe à l'autre, écoute, observe, cherche à prendre part à l'une des discussions.

Pas de scènes de guerre, pas de scènes de violence, pas de scènes de gens déportés mais des échanges qui ne laissent aucun doute quant à l'horreur du système mis en place : dans un wagon, un enfant occupe la moitié d'une place, sous-entendu : on peut en mettre deux ; négociation sur le nombre de litres de carburant qui permettra de transporter les *« produits »* vers le destin que le régime leur a assigné. À noter que, selon la volonté du réalisateur, les dialogues sont le plus souvent improvisés.

La caméra suit de près ce triste personnage qui sera affecté au Commissariat à la lutte contre le chômage, à Limoges, tandis qu'une voix off rapporte l'échange épistolaire avec sa femme qu'il a laissée quasiment dans la misère et qui le lui reproche. Il s'agit donc d'une chronique familiale articulée autour de la situation dramatique de cette époque.

Revendiqués également par Emmanuel Marre, les anachronismes qui peuvent parfois faire sourire, tels le choix musical et certaines expressions plutôt contemporaines.

Notre salut n'est pas un énième film sur la collaboration, mais sur un engagement qui oscille entre une certaine lucidité du personnage qui a, malgré tout, parfois un geste, disons « humanitaire », et son aveuglement au service de sa réussite.

Malgré certaines scènes qui, par leur longueur, peuvent lasser le spectateur, le film (2 h 35) doit être vu pour sa mise en scène différente de ce que le cinéma nous offre souvent, mais aussi pour ne pas oublier qu'à notre époque, d'autres aussi veulent *« redresser le pays »*. ■

J. E. M.

► *Notre salut,* film d'Emmanuel Marre, avec Swann Arlaud, Sandrine Blancke, Harpo Guit. Sortie en salle le 30 septembre 2026.



PHOTO : MICHIGAN FILMS & KIDAM

▲ Swann Arlaud interprète le rôle de ce fonctionnaire « ordinaire » sous le régime de Vichy.



WIKIMEDIA COLORISÉ PAR I.A. GEMINI.

▲ Nicolas Desmarets, seigneur de Maillebois, portrait de Claude Randon, 1678.

Les grands serviteurs de la France (6)

Desmarets, argentier du Roi-Soleil

par Léon Letellier.

Nicolas Desmarets (1648-1721) joua un rôle aussi décisif que méconnu dans les épreuves qui jalonnèrent la fin du règne de Louis XIV. Face à la guerre, à la disette et à la débâcle financière, ce neveu de Colbert mit les ressources de l'État au service d'un royaume éprouvé.

Dans son *Histoire de France,* Jacques Bainville qualifie l'année 1709 de *« terrible »*. Depuis 1701, la France était engagée dans la guerre de Succession d'Espagne. À la défaite d'Audenarde, en juillet 1708, succédèrent les prises de Lille et de Gand. Le colosse du Vieux Continent montrait ses pieds d'argile : la *« frontière de fer »,* léguée par Vauban, cédait. Les conseillers les plus apeurés recommandèrent au roi de se réfugier en-deçà de la Loire.

Soutenir l'effort de guerre requérait de l'or. La monarchie avait contracté des dettes abyssales ; ses bailleurs de fonds se trouvaient ruinés ; sa monnaie, surévaluée. Le Grand Hiver de 1709 couronna ce tableau crépusculaire.

Dès janvier, une vague glacée s'abattit sur le royaume, provoquant la perte des semences. Le prix des blés s'envola, la disette s'installa, et l'on ne dénombra pas moins de 193 émeutes frumentaires entre février et septembre 1709. La mendicité et l'errance se répandirent. *« Tous les moments sont précieux puisque le salut de l'État dépend presque des subsistances »,* notait Bernage, intendant de Picardie.

Desmarets face à l'urgence. – Aux grands maux qui frappaient le royaume, Nicolas Desmarets s'imposa comme le remède. Neveu de Colbert, il lui avait dû son ascension au sein de l'appareil d'État. La mort de son protecteur avait accompagné sa disgrâce en 1683.

Plus de trente mille employés furent mobilisés pour percevoir l'impôt, tout en affrontant les résistances de la noblesse et du clergé.

Mis en cause dans l'affaire des pièces de quatre sols, où se mêlaient manipulations monétaires et soupçons de corruption, Nicolas Desmarets s'était vu retirer la charge d'intendant des finances. Il est toutefois probable qu'il avait été une victime collatérale de la rivalité entre les clans Colbert et Louvois.

Or, voici que notre personnage rebondit. Le marquis de Seignelay lui permit de réintégrer Paris en 1686. Dès 1689, il fréquenta de nouveau les allées du pouvoir en qualité de conseiller occulte, servant successivement Pontchartrain et Chamillart, tous deux contrôleurs généraux des finances. En 1703, Desmarets se vit enfin nommé directeur des finances auprès de Chamillart. Le 20 février 1708, il obtint la prestigieuse charge de contrôleur général des finances, comme jadis un certain Colbert.

Formé par son oncle, doté d'une véritable expertise financière et connaissant les rouages de l'État et de l'administration, il était enraciné dans le milieu fisco-financier des *« gens d'affaires »*. Notre *« Colbert oublié »* alliait réseaux et compétences. Et ce n'était pas de trop au vu des défis qui s'annonçaient.

Avant toute chose, il fallait nourrir vingt millions de sujets. De décembre 1708 à avril 1709, Desmarets fit plutôt preuve de cécité. Malgré les appels des paysans, malgré les rapports des intendants qui s'accumulaient sur son bureau, le contrôleur général balaya du revers de la main la possibilité d'une disette. Il ne voyait dans les alertes venues des campagnes qu'émotions et croyances.

En avril, le réel sonna à la porte comme un huissier chez un prodigue. Réensemencement tous azimuts des terres en orge et en menus grains, conservation du froment pour les semis d'automne, usage de l'orge et des blés comme substituts alimentaires : Desmarets ne chôma point. Il lui fallut dénombrer les grains et les hommes. Pour ce faire, il s'appuya sur des commissaires.

Les provinces excédentaires en blé vinrent ainsi au secours des provinces déficitaires. La Bretagne, relativement épargnée, contribua au ravitaillement des régions en difficulté, notamment en Guyenne. L'armée ne fut pas oubliée : celle des Flandres, accessoirement au ▸

bord de la mutinerie, put elle aussi être ravitaillée. La disette de 1709 ne prit finalement pas les proportions de l'hécatombe de 1693-1694. Selon l'estimation de Marcel Lachiver, la mortalité liée à la crise de 1709-1710 avoisina 600 000 décès, contre plus de 1,3 million en 1693-1694.

Réformer les finances, subir l'oubli. – Les finances du royaume demeuraient, elles, alarmantes. Pour parer à l'urgence, Desmarets recourut aux expédients les plus classiques : ventes d'offices, rachats de la capitation, recours au crédit et aux billets, manipulations monétaires. C'était hypothéquer l'avenir. Avait-il seulement le choix ? Le palliatif n'ayant que trop duré, un remède de cheval s'imposait. Le dixième apparut comme le bon traitement. Il marquait l'aube d'une révolution fiscale : un dixième des revenus devait désormais être prélevé, quelle que fût leur nature et quel que fût le rang de ceux qui les percevaient. Théoriquement, nul n'y échappait. Le projet rappelait celui de la Dîme royale de Vauban, à une différence près : le dixième s'ajoutait à la fiscalité existante au lieu de s'y substituer.

L'exécution relevait du chemin de croix. Trois cents volumes de notes et de rapports furent nécessaires pour estimer et cartographier la richesse patrimoniale des sujets. Il fallut mobiliser plus de trente mille employés pour percevoir l'impôt, tout en affrontant les résistances de la noblesse et du clergé. Selon les comptes de Desmarets, le dixième avait rapporté 111 076 056 livres entre 1710 et 1714. Il contribua à soutenir l'effort de guerre, mais l'équation financière de la monarchie demeurait insoluble.

Sitôt Louis XIV disparu, le Régent le congédia. Desmarets se retira dans son domaine de Maillebois et s'éteignit en 1721. À l'exception des écrits laissés par son commis Malet et de quelques morceaux de bravoure de Saint-Simon, tantôt élogieux, le plus souvent à charge, les traces du *« Colbert oublié »* sont bien maigres. Une question vient à l'esprit : pourquoi ?

Les ministres du crépuscule souffrent de la comparaison avec ceux des grandes années du règne, Louvois et Colbert en tête. Les sources littéraires du XVIII[e] siècle les réduisent, à tort, à de simples exécutants de la volonté royale. Cela tient également à autre chose. Imprégnées de valeurs aristocratiques, ces mêmes sources faisaient primer le glaive sur les comptes d'apothicaire. Point de faits d'armes, nulle renommée. Et Villars, héros de Malplaquet, éclipse Desmarets, besogneux bureaucrate. La postérité est parfois arbitraire ; c'est là son moindre défaut. ■

► **Nicolas Desmaretz, *Le Colbert oublié du Roi-Soleil*, par Stéphane Guerre, Champ Vallon (Ceyzérieu), coll. « Époques », 2019.**

Sacre de Louis IX, il y a 800 ans

« La plus lourde couronne »

Voici huit cents ans, le 29 novembre 1226, Louis IX a été sacré roi de France à Reims à l'âge de douze ans. Au terme d'un règne de 46 ans, il meurt à Tunis le 25 août 1270. l'Église l'a canonisé dès 1297. Nous reprenons ici des extraits d'un texte du philosophe Pierre Boutang, publié en juin 1970 dans le journal *L'Écho de Touraine*.

« Louis meurt à Tunis ; il échoue en une poussière étrange et corrompue, comme Jeanne échouera et se divisera dans les flammes de Rouen : ainsi – qui ne l'a vu, n'en a été troublé ? – les deux patrons que l'Église a donnés à la France sont deux saints immédiatement et tragiquement en échec temporel, un roi croisé qui met un terme aux Croisades, une faiseuse de roi, dont l'erreur stratégique d'aller à Reims, au lieu de pousser son avantage réaliste et militaire, finit mal et fut condamnée par les habiles et les importants.

Or l'Église ne l'a même pas fait exprès ; cette attribution n'a pas été l'effet d'une malice cléricale à l'échelon suprême, jouant à couronner le temporel français – c'est-à-dire le plus gênant des temporels, justement parce qu'il n'a qu'exceptionnellement rêvé d'empire – de la couronne d'épines, dérision pour les rois du monde. Cela s'est trouvé ainsi, et le saint roi n'avait pas attendu l'heure de Tunis pour se relier à jamais, et relier la France, à cette couronne plus lourde, d'un autre poids, que le glaive de justice. »

Un an après le départ du général de Gaulle à l'issue du référendum négatif du 27 avril 1969 et quelques mois avant sa propre disparition le 9 novembre 1970, le philosophe ne pouvait manquer de dresser un parallèle entre les deux « desseins ».



WIKIPEDIA.

▲ Le sacre de Saint Louis, 12 ans, à Reims, le 29 novembre 1228. Par Charles Amédée van Loo (1773).

« Un changement d'ordre. – J'écris cela le 27 avril […] où sembla se clore dans le désastre une entreprise à la mesure de notre plus profonde histoire, un effort héroïque pour renouer avec la tradition capétienne et rendre aux Français le sens de la légitimité. Mais la proximité des temps ne rend pas toujours les choses plus intelligibles […] Dans le jeu des comparaisons royales, je vois bien qu'il est plus aisé de rapprocher Charles de Gaulle de Louis XI et de Louis XIV que de Saint Louis. Reste qu'aujourd'hui, avec le sens pris par toute l'aventure, l'intention qu'elle va projeter dans l'histoire à venir, sans laquelle rien n'en resterait, je vois mieux, hors des personnes et du caractère, dans l'analogie de l'œuvre, une relation que la passion et le présent m'avaient masquée [...]

Histoires comparées. – Ce n'est d'ailleurs pas à la persistance du rêve des Croisades chez Saint Louis que se peut justement référer le "grand dessein" de Charles de Gaulle [...] Du côté de Charles de Gaulle, la prescience d'une agonie de l'interminable dix-neuvième siècle (nous y étions encore, sous Guy Mollet) et d'une mutation de la politique mondiale, est allée de pair, tout ainsi, avec un sens aigu des nécessités et des droits de la garde du royaume. La différence tient à ce point : que Saint Louis n'avait pas à instaurer la légitimité, seulement à la vivre, à lui donner sa dimension spirituelle encore mal dégagée. De Gaulle avait à faire les deux choses ; or la légitimité a deux faces, l'une externe, pour le monde et dans la position du théorème de l'État – là fut accompli ce qui devait être –, l'autre interne : il s'agit de créer chez les citoyens, les hommes déchristianisés en fait, une habitude fondée sur la conviction, ardente ou faible mais jamais nulle, que l'État travaille au bien commun [...]

La légitimité. – La mauvaise querelle, la querelle médiocre, mortelle aux nations, certes, mais blasphématoire, à sa triste manière, est celle des limites du Pouvoir. Cela seul est en effet nécessaire, dont tout découle : que le Pouvoir en soit un ; le Pouvoir temporel – "spirituellement temporel" depuis que l'Évangile a posé, non comme un « idéal » mais comme sa loi constitutive, qu'il s'exerce au service des pauvres, en priorité éminente, parce que le Pauvre est l'image du Christ et du Verbe autant que l'homme essentiel est créé à l'image de Dieu – le Pouvoir doit résider quelque part, en quelqu'un. Il n'est, il ne peut être qu'une charge terrible, qu'adoucissent l'amour et la joie d'être quelquefois compris par tout un peuple. Tout ce qui le mutile et l'entrave,

hors des lois fondamentales de son exercice, souille le temple, conduit le navire à l'écueil. Il faut voir, dans Joinville, comment le saint roi traite les chevaliers-banquiers, les chevaliers du Temple, pour qui les captifs, et même le roi captif semblent compter moins que leurs monceaux d'or. L'histoire enseigne que nul vrai chef d'État, nul roi n'a pu jamais éviter le heurt avec les puissances de l'or, moins encore avec ce qu'un descendant de Saint Louis nommera "la fortune anonyme et vagabonde". Ce heurt n'a pas été épargné à Charles de Gaulle, a même clairement préludé de six mois à son départ, son apparent échec ; de telles luttes sont les syllabes mêmes où se prononce la légitimité d'un Pouvoir, sa soumission aux puissances de l'invisible et sa liaison avec lui. Et le mot même de légitimité avait disparu, il s'était engouffré dans la fosse commune des malheurs et des déshonneurs nationaux, quand de Gaulle lui rendit sa force plus ancienne, sa nouveauté dont nous verrons les prodigieux effets, si du moins la nation elle-même ne s'efface ni ne commet un suicide.

Selon la Croix. – Il demeure vrai que de ce Pouvoir légitime Saint Louis est le modèle, le modèle non imitable sinon dans un espace et un registre différents, par cela même d'une fécondité qui ne se terminera qu'avec notre histoire. Une histoire dont nous apprenons mieux chaque jour qu'elle ne se fait que selon la Croix ou contre la Croix, jamais par ce qui oublie la Croix, la rend vaine. L'idée de régner comme serviteur des Pauvres et du Christ, c'est l'invention – ou l'instauration, la prise au sérieux – de Saint Louis, que la Sainte-Chapelle, enserrant, recelant, la couronne d'épines, comme le temps contient la mort, a inscrite dans le verre et dans la pierre.

Rester le roi de France, n'être que le serviteur des Pauvres, telle est la "contradiction" comme nous modernes disons trop vite, mais en fait la "contrariété", l'incessante écharde dans la chair, qui tient Louis éveillé, l'oblige à aimer sans cesse le plus proche prochain. Si éveillé qu'il ne dort pas encore, qu'il est présent à la France, dès que nous savons l'écouter qui respire. »

PIERRE BOUTANG

Dans une tribune publiée dans *Le Monde* le 25 août 1970, Henri, comte de Paris (décédé en 1999), confirmait : *« Avec Louis IX apparaît vraiment la notion de légitimité fondée sur le respect du peuple et du pouvoir qui le représente, le guide et le sert. C'est de lui que la monarchie capétienne tient son caractère spirituel qui donne à son œuvre de justice, d'unité et d'émancipation sa valeur profonde. »* ■

Brèves royales

■ **28 septembre. Metz. –** Le grand-duc Guillaume de Luxembourg et le prince Albert II de Monaco ont assisté à la réunion sur l'Europe autour du pape Léon XIV et du président Emmanuel Macron. Le premier a ensuite assisté en voisin à la messe dans la cathédrale Saint-Étienne aux côtés du président français. Le lendemain, le grand-duc recevait en visite d'État le président finlandais, Alexander Stubb ; le président français effectuait une visite d'État à Madrid auprès du souverain espagnol. Le prince de Monaco s'est exprimé le 1er octobre, à Strasbourg, devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dont il préside pour six mois le Conseil des ministres. Autant d'occasions pour les trois chefs d'État de faire écho à la parole papale. On notera l'absence de hauts responsables des instances de l'Union européenne ainsi que le faible niveau de la représentation allemande (seule était présente la Sarre, frontalière de la Lorraine).

■ **29 septembre. Fort Portal. –** Couronnement du 13e roi du Butoro, en présence du président ougandais, Yoweri Museveni. Après le retrait du premier successeur identifié, footballeur à Londres, le comité de sélection, le 9 septembre, puis le conseil suprême, le 15, avaient fait le choix d'Edward Rukidi Kijanangoma, 56 ans, présentateur connu de la télévision nationale.

Plutôt que de s'appeler Rukidi V, il a choisi le titre de Nyabongo 1er. La reine mère du roi défunt et l'une de ses sœurs contestent le choix, le défunt ayant fait mention dans un testament d'un enfant, mais celui-ci est resté inconnu.



■ **5 octobre. Québec. –** Élections provinciales favorables au Parti Québécois (PQ) (lire aussi page 9). Son dirigeant et probable nouveau Premier ministre a réaffirmé, durant la campagne électorale, son intention de déposer un projet de loi tendant à la suppression de l'autorité royale britannique sur la Province, en abolissant le poste de lieutenant-gouverneur chargé de la sanction des lois provinciales. Cette modification supposerait l'accord de l'échelon fédéral et des autres Provinces. Paul St-Pierre Plamondon s'était fait connaître, lors de son élection comme député en 2022, par le refus de prêter serment au roi Charles III.

La Maison de France



GENS DE FRANCE.

■ **Message du Prince. –** « La visite de Sa Sainteté le pape Léon XIV en France fut intense de rencontres avec les Français, politiques sociales et religieuses.

Lors de sa venue à Lourdes, nous avons pu partager plusieurs moments forts avec les nombreuses personnes venues confier leur vie à Notre Dame ou chercher auprès d'Elle un réconfort.

Comme chrétien, ce voyage du Saint-Père fut une exhortation à centrer sa vie autour du Christ et comme Français, un encouragement à chercher le bien de notre pays, en particulier celui des plus faibles. »

Jean, Comte de Paris

Domaine royal, le 1er octobre 2026.

La Nouvelle Action royaliste

■ Notre souscription pour 2026

Notre souscription a fait l'objet d'un insert diffusé à l'ensemble de nos lecteurs avec notre n° 1319. Nous avons besoin cette année de 10 000 euros pour poursuivre nos projets de développement.
Pour souscrire, il vous suffit :
- soit de nous adresser un chèque à l'ordre de la NAR ;
- soit de procéder à un virement direct sur le compte de la NAR auprès de la Banque postale **(IBAN : FR26 2004 1000 0100 1931 4Z02 066 / BIC : PSSTFRPPPAR.**
en précisant « pour la souscription »

Vous avez également la possibilité de faire un **don défiscalisé** au journal au titre de l'année 2026. Souscrit par le biais de l'Association Presse et Pluralisme, un tel don vous permet de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable. Il suffit de vous connecter sur le lien suivant : https://dons.presseetpluralisme.fr/site/pp/Royaliste/fr/don/index.html

Éditorial

D.R.



Par Bertrand Renouvin

La voie gaullienne

Nous avons souligné la conjonction des crises – économique, sociale, financière, écologique, technologique avec le vol massif de données de l'intelligence artificielle. Ce phénomène inédit se produit au moment où l'oligarchie, qui domine le jeu politique depuis vingt-cinq ans, est à l'agonie.

À l'exception des bénéficiaires du système, plus personne ne peut croire que ceux qui ont échoué dans tous les domaines vont redresser la situation grâce à des techniques de communication –ainsi Gabriel Attal – ou par la relance, vantée par Édouard Philippe, d'une réforme des retraites régulièrement rejetée par la majorité des Français. Comment par ailleurs créditer de quelque ambition nationale des socialistes qui ne semblent pas conscients du poids de plusieurs décennies de reniements.

Les personnels de la fonction publique, les sapeurs-pompiers, les lycéens et les étudiants qui tour à tour descendent dans la rue ne sont que les éléments précurseurs qui devraient englober, dans les mois qui viennent, les paysans accablés par les effets de la sécheresse et d'innombrables citoyens frappés par l'inflation. Nul ne peut affirmer que la conjonction des crises va provoquer une jonction des luttes mais il faut se réjouir que des syndicats puissants – qui d'autre peut mobiliser des centaines de milliers de personnes ? – soient en mesure d'organiser et de canaliser les mouvements revendicatifs et les diverses expressions de la colère.

Face aux pressions de la rue et aux menaces d'extension des luttes sociales, la gouvernance oligarchique tente des manœuvres désordonnées. L'intimidation des lycéens par des arrestations massives et l'admonestation de leurs parents n'ont pas enrayé la mobilisation. Les aménagements proposés dans l'enseignement ont très vite révélé leur caractère dérisoire et la mise sur le marché de stocks stratégiques de gazole ne fait pas oublier les fortes hausses de produits alimentaires.

Pour masquer son impuissance, le gouvernement agite la menace d'une guerre avec la Russie, amplement relayée par les chaînes dites d'information en continu, et dénonce ou fait dénoncer les extrêmes de droite et de gauche comme complices de Vladimir Poutine. On voit que cette manœuvre est un échec et que la multiplication des alertes démobilise la population qui constate la totale impuissance des dirigeants sur la scène internationale.

Une autre manœuvre, tout aussi grossière, consiste à annoncer une crise financière en cas de victoire d'un des deux partis extrêmes, qui entraînerait l'intervention de la Banque centrale européenne et la mise en place d'un programme d'austérité aussi radical que celui qui a détruit l'économie grecque. Ceux qui diffusent ce message appellent clairement les marchés spéculatifs à intervenir dans les élections françaises et se livrent à des prophéties autoréalisatrices très dangereuses en raison de nos fragilités. Que l'oligarchie tente de tirer argument de la montagne de dettes qu'elle a laissé s'accumuler et appelle à une punition qui s'abattrait sur un peuple appauvri, voilà qui évoque les dernières cartouches d'une escouade sur le point de succomber.

La question du remplacement des élites faillies se pose avec une acuité croissante. Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon agissent comme si la prise du pouvoir permettait de résoudre les immenses problèmes auxquels nous sommes confrontés. Mais tous deux cultivent des conceptions antinomiques d'une identité factice selon une logique d'affrontement. Ni l'un ni l'autre ne sauraient prétendre au rassemblement du peuple français, qui ne se fait pas sur l'identité mais sur le principe de l'unité nationale. Dès lors, la prise du pouvoir par l'un ou par l'autre ne fera que durcir les tensions et paralyser l'action d'un gouvernement confronté aux crises majeures que j'ai évoquées.

Le changement d'élites est le dernier souci du Rassemblement national qui a fait alliance avec Éric Ciotti et qui cherche la bénédiction des milieux financiers. Le demi-satisfecit récemment accordé au programme économique de Marine Le Pen par deux chroniqueurs de BFM Business – propriété du groupe Saada – montre que les efforts de normalisation de la candidate commencent à porter leurs fruits. Jean-Luc Mélenchon n'est pas plus rassurant, malgré ses diatribes contre le néolibéralisme : entré à l'Élysée, il ne disposerait pas d'une majorité d'Insoumis à l'Assemblée et il lui faudrait passer des compromis avec l'élite rose.

À tous égards dangereuse, la situation serait désespérante s'il n'y avait dans le pays une nouvelle élite, capable de répondre à l'appel de celui qui saurait reprendre la voie gaullienne de la légitimité, fondée sur la reconquête effective de notre souveraineté. Cette élite, que nous connaissons pour partie, sait qu'elle peut s'appuyer sur un vaste courant populaire qui, faute d'engagement immédiat, communie dans l'évocation des pages les plus glorieuses de notre histoire.

La France ne manque pas de ressources. Aujourd'hui ignorées ou méprisées, elles peuvent soudain se révéler à la faveur d'événements dont on souhaite qu'ils ne soient pas tragiques. Ce ne serait pas la première fois dans notre pays que l'improbable deviendrait réalité. ■

Sommaire

Pages 2 à 4 : La Politique
L'esquisse d'un probable chaos. – Krach en vue ? – Sur le mur de Jean Chouan. – Enquête sur l'ultragauche.
Pages 5 à 7 : La Nation française
Sarah Knafo l'illusionniste. – La France des élus locaux a parlé. – La filière cidricole dans la tourmente. – La Quinzaine en France.
Pages 8 à 10 : Les Chemins du monde
Un modèle finno-canadien. – Le choc québécois. – La dame de Marrakech. – Les Faits marquants.
Page 11 : Actualités - Événements
Mercredis de la NAR. – Autres conférences.
Pages 12 et 13 : Synthèse
La monarchie républicaine avant 1789.



Pages 14 à 17 : Les Idées et les Livres
Nouvelles ruses de l'Histoire. – La géopolitique de la France. – Weimar, la République assassinée. – L'invention d'une femme libre : Madame de Staël. – Sur un portrait de Régis Debray.
Pages 18 à 20 : Les Lettres et les Formes
Théâtre : Le couple, selon Bergman et Nauzyciel. – Bande dessinée : Sedan, crépuscule du Second Empire. – Documentaire : Les survivants du Che. – Cinéma : Portrait d'un collabo ordinaire.
Pages 21 à 23 : La Voie royale
Desmarets, argentier du Roi-Soleil. – Saint Louis, *« La plus lourde couronne »* (Le comte de Paris et Pierre Boutang). – Brèves royales. – La Maison de France. – La Nouvelle Action royaliste.
Page 24 : Éditorial
La voie gaullienne.